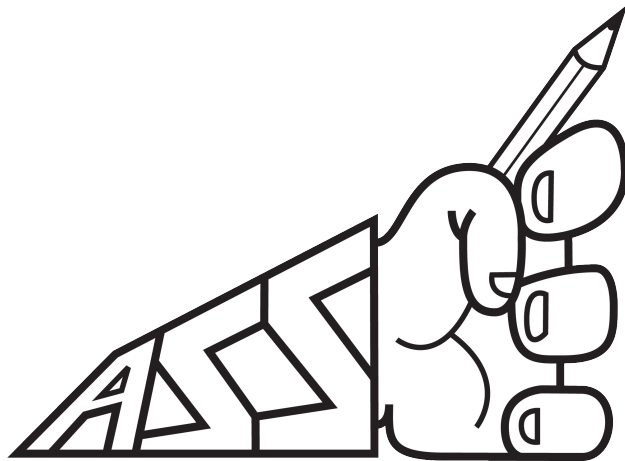


Congrès

de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)



Les 1^{er} et 2 décembre 2007
Cégep François-Xavier Garneau

Table des matières

Table des matières.....	2
Ordre du jour.....	3
Bilan mi-annuel du Comité à la recherche et aux affaires académiques.....	4
Bilan mi-annuel du Comité femmes.....	6
Lettre aux membres.....	8
Bilan mi-annuel du Conseil exécutif.....	9
Bilan mi-annuel du Comité à la mobilisation.....	31
Automne 2007 et perspectives d'avenir.....	34
Bilan mi-annuel du CRAALLL.....	38
Résumé de la rencontre entre l'ASSÉ et la FEUQ du 9 novembre 2007.....	42
Bilan du Comité journal session d'automne 2007.....	44
Résumé des mandats et suivi des opérations du CRAM.....	46
Appel de textes sur la démocratie à l'ASSÉ.....	47
Démocratie à l'ASSÉ.....	48
L'ASSÉ et la démocratie : Quelques éléments de réflexion.....	52
Quelques réflexions autour de la démocratie à l'ASSÉ.....	54
Présentation de l'état des résultats au 15 novembre 2007.....	57
Tableaux : État des résultats au 15 novembre 2007.....	62
Demande au fonds d'entraide.....	65
Démissions.....	66
Candidatures.....	68
Conseil exécutif.....	68
Comité journal.....	69
Comité formation.....	70
Propositions.....	71
Procédures.....	71
Démocratie à l'ASSÉ.....	71
Femmes.....	71
Revendications.....	71
Plan d'action.....	72
Traitement des avis de motion.....	74

Ordre du jour

Ordre du jour proposé par le Conseil exécutif :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Praesidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal

2.0 Démocratie à l'ASSÉ

3.0 Femmes

4.0 Revendications

5.0 Finances

6.0 Plan d'action

6.1 Rentrée

6.2 Hiver

7.0 Élections

8.0 Avis de motion

8.1 Traitement des avis de motion

8.2 Dépôt des avis de motion

9.0 Varia

10.0 Levée

Bilan mi-annuel du Comité à la recherche et aux affaires académiques

Par Julie Descheneaux

Le Comité à la recherche et aux affaires académiques a cru qu'il serait pertinent que les assos locales puissent repérer le travail accompli par le Comité depuis son élection au Congrès annuel dernier. Surtout dans le contexte présent, où c'est l'heure des bilans et des analyses de la campagne, il est primordial que les réflexions soient fidèles à la réalité.

Trop souvent nous avons tendance à nous empêtrer dans des analyses idéologiques. Non pas que ce ne soit pas pertinent, mais il faut garder en tête les éléments « internes », dont en tout premier lieu les tâches des Comités et Conseils. Vous trouvez ici une présentation sommaire des tâches du Comité plutôt qu'une analyse politique des événements afin, justement, d'être au courant des éléments de la session pour pouvoir en tirer ultérieurement les analyses qui s'imposent. Lorsqu'il était possible, les dates où le mandat a été accompli ont été retracées pour aider à reconstituer l'historique de la session.

Suivi du Comité et des recherches à l'ASSÉ

- Tri du courriel de recherche@asse-solidarite.qc.ca Mise en forme d'un classement des courriels reçus. Abonnement à plusieurs listes pour recueillir des informations à différents niveaux : Ministère des Finances, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Fondation des bourses du millénaire, Statistiques Canada, etc. Plusieurs informations, par ailleurs, sont transférées vers la liste asse-support, surtout en ce qui concerne les nouveaux documents ministériels intéressants.
- Suivi continu du Conseil Supérieur de l'Éducation et du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Ébauche d'un plan pour trier les documents dans *Ressources et analyses*.

Rédaction

- Mémoire sur la gratuité scolaire. Intégration de la partie révisée par St-Laurent, jumelage de la partie sur la Suède avec l'ancienne. Recorrection et mise à jour générale d'après les commentaires du Congrès. Il reste encore du travail à faire, mais la majeure partie est terminée. Le Conseil de Coordination s'est par ailleurs permis de repousser l'échéancier des priorités de travail du Congrès en ce qui concerne la mise à jour du mémoire (sous proposition du Comité à la recherche et aux affaires académiques).
- Série gratuité scolaire. La première série sur les définitions de la gratuité scolaire a été rendue le 4 juillet et la deuxième sur les démonstrations économiques aux alentours du 10 octobre.
- Site web. Le contenu du site web gratuitescolaire.info a été revu de fond en comble. Une partie sur la gratuité scolaire (surtout un argumentaire économique) a été intégrée ainsi qu'une section sur la

démystification de la hausse des frais de scolarité. Y est également expliquée la réforme de l'aide financière qui est intimement liée à cette hausse.

- Écriture de l'*Ultimatum urbain* de cet été : 13 juillet.
- Écriture de l'éducation comme investissement individuel : 29 juillet.
- Article de dernière minute pour la *Revue Ultimatum* sur la loi C-43.
- Écriture d'un texte pour le site internet qui expliquait en profondeur les points amenés par l'affiche « À partager ». Ainsi, la population qui allait voir le site internet suite à l'affichage du « À partager » pouvait avoir davantage d'explication de notre argumentaire.
- Réponse, au courant de l'été, à l'appel de textes de Mob-UQAM pour entamer la réflexion sur les possibilités de structure interne (Conseil de grève/associations facultaires, etc.) de la grève.

Recherche et vulgarisation

- Recherche durant l'été d'informations supplémentaires sur la hausse des droits de scolarité et la réforme qui s'ensuit sur l'aide financière aux études, notamment par une demande d'accès à l'information qui s'est avérée fructueuse, ce qui s'est soldé par l'ABC du dégel et diverses informations sur le site gratuitescolaire.info.
- Plusieurs lectures qui ont débouché sur des aides-mémoire, généralement sous format « points saillants » :
 - Budget du gouvernement 2007-2008 : 13 juillet.
 - ABC du dégel : 10 septembre.
 - La négociation des contrats collège-association pendant une grève.
 - Argumentaire économique de la gratuité scolaire.
- Réflexion de la structure du CoCo pendant la grève, entre autres en créant un document de travail suite à une recherche sur la structure de grève en 2005.

Divers

- Atelier au Forum Social Québec sur la gratuité scolaire avec Martine Poulin.
- Aide pour l'embauche d'été, entre autres dans l'élaboration des critères (le Conseil exécutif s'est occupé à dicter les priorités), le questionnaire d'entrevue et les priorités de recherche pour l'employé-e.

Bilan mi-annuel du Comité femmes

Par Justine Rouse-L. et Geneviève Simon, membres du Comité femmes

Depuis octobre 2006, la revendication « femmes » de la plateforme « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! » est sur la conciliation famille-étude. À cause d'un manque flagrant d'information sur cette revendication, nous avons entamé une recherche au courant de l'été. Pour ce faire, nous avons contacté presque tous les CPE connexes aux cégeps du Québec afin de leur poser les mêmes questions de type sondage.

Pendant ce temps, Richard Miron, le recherchiste engagé par l'ASSÉ durant la période estivale compilait et trouvait des données sur la situation des parents aux études dans le réseau des universités du Québec (UQ). Nous avons ensuite présenté notre recherche au Forum Social québécois (FSQ), suivi d'un débat sur « comment améliorer la situation des parents aux études ». Le débat où plusieurs personnes, notamment des parents aux études et des éducatrices de CPE, s'exprimèrent fut très enrichissant pour trouver des pistes de solution aux problèmes vécus par ces parents-étudiants. La recherche sera davantage élaborée au courant de l'année 2008, mais elle est tout de même disponible présentement sur le site de l'ASSÉ.

Suite à ce débat enrichissant, nous avons fait deux demandes d'accès à l'information. La première portait sur l'annonce de la ministre concernant l'injection de 2 000 nouvelles places en CPE et la création de places à temps partiel. La deuxième portait sur des informations plus générales et sur la condition socio-économique des parents aux études, les risques d'abandon scolaire dû à une grossesse ainsi que les CPE connexes aux institutions post-secondaires. Voici la réponse à notre deuxième demande :

« [...] je suis informé que le Ministère ne détient aucune donnée concernant les parents aux études, leurs conditions socio-économiques, le nombre de parents-étudiants au Qc et le risque d'abandon scolaire dû à une grossesse. »

Pour ce qui est de l'annonce de la ministre, il n'y avait rien de disponible, le document étant « probablement » sous ébauche. Bref, la ministre avait fait l'annonce sans avoir aucune donnée ou information sur la question. Nous nous sommes réessayées en demandant des données sur le nombre de parents aux études ayant fait la demande de prêts et bourses dans chaque institution post-secondaire. Nous savions que le ministère de l'Éducation détient ces informations, puisque l'administration du Cégep de Saint-Laurent nous les avait fournies en ce qui concernait leur institution. Cette fois, le ministère a refusé de nous fournir les données, car cela concerne la vie personnelle des individu-e-s et que par conséquent, c'est une atteinte à leur vie privée.

Pour ce qui est de l'atelier femmes du camp de formation de septembre à Sherbrooke, nous avons fait un atelier sur les diverses conditions des femmes dans le monde, en choisissant plusieurs pays vivants des situations différentes; la Bolivie, la Somalie, la Jordanie, l'Inde et finalement l'Indonésie. Malheureusement, vu le manque de temps, nous n'avons pas pu parler des femmes au Québec et les caucus non-mixtes furent mal expliqués et il n'y eut pas de retour.

Nous avons également participé, en début octobre, à une entrevue à saveur féministe pour une

émission de radio à CKUT, conjointement avec le Centre des femmes de l'UQAM. L'émission portait sur l'insipidité du débat des accommodements raisonnables et sur l'hypersexualisation des jeunes filles. Nous avons également eu des contacts avec des groupes qui ont fait des courts-métrages sur différents thèmes féministes, dont l'hypersexualisation du corps des femmes.

Dans le cadre des Congrès, nous avons, conjointement avec l'exécutif de l'ASSÉ, préparé les points femmes à l'ordre du jour, de même que les caucus non-mixtes, qui furent très enrichissants selon notre avis...

Pour ce qui est de la campagne de grève, nous avons sollicité et obtenu l'appui de plusieurs groupes et/ou collectifs féministes pour la revendication des systèmes de garde, tels que la Fédération des femmes du Québec ou le Ménage Étudiant et Mères Étudiantes du Québec. Nous avons aussi pris contact avec une association de parents aux études à Université Laval.

Grâce à l'aide de nos collaborateurs et de nos collaboratrices, nous avons également pu créer du nouveau matériel de mobilisation féministe, tel que des tracts sur la féminisation ainsi que sur la revendication des systèmes de garde. Ce qui nous a aussi permis bâtir un kit (ensemble des documents femmes disponibles à l'ASSÉ) pour les comités femmes au local.

Nous avons finalement eu et planifié des réunions avec les comités femmes de l'AGEBdeB et la SOGÉÉCOM, afin de leur apporter du soutien ou de l'information dans leur création.

Lettre aux membres

Bonjour à tous et toutes,

Par manque de temps, et aussi de recul, je ne vous présente pas aujourd'hui de bilan mi-annuel. Je vous assure par contre qu'il sera déposé au tout début de la session d'hiver.

L'été et l'automne ont été pour moi des périodes fort occupées et pas toujours faciles. J'ai donné beaucoup de temps et d'aide pour plusieurs tâches et mandats qui en avaient besoin et évidemment à ceux et celles qui en avaient aussi besoin. Je crois que je fus utile, mais pas toujours indispensable. Mes 5 années à l'ASSÉ ont créé des centaines de boîtes dans ma tête dans lesquelles fourmillent connaissances, habitudes et outils de travail. L'urgence dans laquelle nous avons l'habitude de travailler rend difficile leur transmission, mais il y a tellement plus à considérer. C'est pourquoi je prendrai note et inspiration de vos bilans afin de compléter mon propre recul et vous rendre un bilan le plus complet possible. Comme à l'habitude, je suis toujours disposée à répondre à vos questions.

En terminant, je souhaite saluer l'aide inestimable offerte par Jean-François Filiatrault, nommé collaborateur à la permanence depuis le Congrès des 6 et 7 octobre 2007, sans qui je n'aurais pas pu accomplir toutes les tâches. Sa connaissance des finances de l'ASSÉ (en moins d'un mois!) et le travail relatif qu'il assume principalement avec brio, son intérêt à donner un coup de main sur toutes les tâches qu'il y a à faire, sa patience, sa minutie, sa présence quotidienne au bureau et l'aide constante qu'il m'apporte ainsi qu'à l'exécutif et aux Comités mérite une motion de félicitations.

Bonne fin de session à tous et toutes. Reposez-vous bien et au plaisir de travailler encore avec vous à la prochaine session.

Valérie Soly, permanente

Bilan mi-annuel du Conseil exécutif

Par le Conseil exécutif

Introduction

Une session difficile se termine. Le bilan à en faire ne peut être autrement que mitigé. De nombreuses questions et remises en perspectives devront être mises de l'avant suite à celle-ci pour la suite des choses. Ce bilan de l'exécutif se veut un outil privilégié pour jeter les bases à une réflexion critique constructive sur la situation actuelle du mouvement étudiant combattif organisé dans l'ASSÉ. Nous invitons donc les associations étudiantes à en prendre connaissance pour évaluer les points forts et les points faibles sur lesquels travailler à l'échelon national pour améliorer cette situation et continuer la lutte vers une victoire effective.

État de la situation et bilan du plan d'action et des Congrès

État de la situation

Ce n'est un secret pour personne que la campagne de grève générale illimitée à l'automne a manqué sa cible, en fait ce fut un pétard mouillé : la mèche se sera éteinte avant d'atteindre son but. Une somme incalculable de facteurs peut être à l'origine de cela, il est donc d'autant plus important de remettre le tout en contexte avant de tirer des conclusions hâtives. Nous le répétons, ce bilan n'a pas pour but de tirer des conclusions, mais il invite plutôt les membres de l'ASSÉ à le faire. En tant qu'instance redevable aux membres en Congrès, le Conseil exécutif a le devoir et la responsabilité de faire rapport de ses activités de manière claire et la plus objective possible. Comme il peut être très difficile d'être objectif lorsqu'on parle de son propre travail, il est très possible que certains éléments ressortent de façon plus marquée et d'autres moins. Nous vous inviterons donc à lire ce document avec cet élément en tête et à ne pas vous laisser limiter par ces éléments dans votre réflexion. Voici donc un bref historique du développement de la session depuis la fin de l'été, puisqu'un rapport estival du Conseil exécutif est disponible dans le cahier de Congrès des 1^{er} et 2 septembre 2007 nous vous invitons à vous y référer pour les informations relatives au travail de l'été.

En l'état actuel des choses, l'ASSÉ se retrouve avec derrière elle une campagne de grève qui a avorté. Pour certaines personnes c'était annoncé depuis longtemps, pour d'autres ce fut une demi-surprise. L'élément important à retenir de cette campagne est sans doute le refus complet du recours à la grève générale illimitée par les associations étudiantes collégiales, alors même que quasiment toutes les associations étudiantes universitaires acceptaient ce recours (environ 16 000 étudiants et étudiantes pour 7 associations). C'est une situation historique inédite dans l'histoire du mouvement étudiant québécois de laquelle nous devons sans doute faire d'importants constats. Suite à la non atteinte du plancher de grève en termes de nombre d'étudiants et d'étudiantes un revirement de plan d'action fut effectué. Fait à noter ici, c'était la première fois de la session qu'existait un plan d'action national concret, qui ne soit pas conditionnel à l'entrée en grève. Ce nouveau plan d'action, issu d'une réorientation, fut plutôt réussi, au moins en ce qui a trait à l'espace public et médiatique occupé à cette occasion. Les propositions de grève, sous diverses modalités (une journée, deux, trois jours et, pour l'UQAM, une semaine jusqu'à la GGI) réussirent aussi à se frayer un chemin dans la grande majorité des associations étudiantes consultées, autant collégiales qu'universitaires. Le

sommet du nombre d'étudiantes et étudiants en grève le 15 novembre s'est établi à 58 000 à travers le Québec, ce qui représente un nombre plus élevé de près de 11 500 grévistes que lors de la manifestation du 29 mars 2007.

Dans le contexte de ce nouveau plan d'action, il ne faut surtout pas oublier que l'UQAM s'est retournée vers une grève qui concernait principalement la situation particulière de l'UQAM. En général, les actions de l'UQAM lors de cette semaine furent suivies de près par des étudiantes et étudiants d'un peu partout. Une situation particulière prend effectivement place à l'UQAM et elle ne saurait être négligée. Cependant, il faudra réfléchir et discuter des implications que cette situation particulière accompagnée d'une lutte particulière aura sur la campagne nationale dans son cours futur. Les actions de perturbations, fortement réprimées par les forces policières, auront aussi des effets inévitables pour la suite. Au moment d'écrire ces lignes, les actions de perturbations appelées pour le 29 novembre 2007 ne sont pas encore faites, mais il faudra aussi les prendre en considération dans nos discussions.

Plan d'action et Congrès

Cette partie vise à repasser de façon plus détaillée les actions mises de l'avant lors de l'automne. Le tout sera fait en lien étroit avec les développements de la campagne de grève de même qu'avec les trois Congrès qui ont ponctué l'automne.

Alors, reportons-nous justement au moment du Congrès des 1^{er} et 2 septembre 2007. À ce moment, les cégeps avaient déjà repris leurs activités et les universités s'apprêtaient à le faire dans la semaine suivante pour la plupart. De manière quelque peu paradoxale, un certain optimisme côtoyait un certain pessimisme dans le cadre des discussions de ce Congrès. Les discussions sur la mise en place d'une coalition autour de l'ASSÉ monopolisèrent la plus grande partie des discussions alors que celles sur le plan d'action furent à toutes fins pratiques éludées. Les éléments du plan d'action qui étaient en place dataient du dernier Congrès annuel et se rendaient au Congrès des 6 et 7 octobre 2007. Aucun élément entrant dans la catégorie des actions ne fut ajouté à ce plan d'action à ce moment. Aussi, les perspectives stratégiques sur la campagne n'eurent pas une très grande place dans les discussions. Un point déplorable est aussi à noter et il a trait à la fin du Congrès. En effet, le point « Traitement des avis de motion » fut fait de manière expresse alors que quatre avis de motion avaient été déposés par le Conseil de Coordination pour des ajustements au code de procédure, aux Statuts et règlements et au rôle des gardiens et gardiennes du senti. Ce n'était que des ajustements, d'accord, mais une adoption de cette manière d'amendements aux règles n'augure rien de bon, d'autant plus qu'il y eut par la suite 6 motions soleil et gros câlins d'adoptées...

Vinrent ensuite les semaines d'actions régionales rotatives organisées par les Conseils Régionaux. Dès la première semaine, celle du CRAALLL, de nombreux problèmes firent surface. D'abord, l'action la plus importante envisagée à l'origine, soit une occupation ouverte du bureau lavallois de la ministre Michelle Courchesne n'eut jamais lieu. Quelques problèmes d'organisation et de coordination en furent les causes principales. Le reste de la semaine fut plus orienté vers de la mobilisation, ce qui est difficile à considérer comme une action en tant que telle. La deuxième semaine, celle du CRAM, connut une participation plus grande lors de la manifestation qui fut organisée dans les rues de Montréal, le 19 septembre. Ce fut l'action marquante de la semaine alors que le reste de celle-ci fut encore là orienté sur la mobilisation. La troisième et dernière semaine, celle de la MASSE, fut, elle aussi, plutôt mitigée. La manifestation dans les rues de Sherbrooke eut

une participation plus faible que celle de Montréal alors qu'on l'espérait être un point culminant des actions régionales.

Il faut noter que par la suite ce fut le désert du côté des actions. Il y eut d'abord une semaine entre la manifestation de la MASSE et le Congrès des 6 et 7 octobre. Fait à noter, ce fut la semaine au cours de laquelle le Vieux-Montréal a voté contre la GGI. Ce Congrès n'a pas statué sur une suite à donner à ce plan d'action, les délégué-e-s en Congrès préférant se concentrer sur la mobilisation pour les votes de GGI qui s'en venaient. Fait à noter, cette réorientation ne se fit pas dans l'harmonie la plus parfaite. De nombreuses divisions parcouraient le Congrès quant à la continuation ou non de la campagne, mais la majorité choisit tout de même de poursuivre les efforts dans le but d'atteindre la GGI à l'automne, sans toutefois se donner un plan d'action clair autre que celui concernant le déclenchement de la GGI. Il y eut donc deux autres semaines vides d'actions jusqu'au Congrès des 20 et 21 octobre.

Bon nombre de débats ont été soulevés lors de ce dernier Congrès. Le constat de l'échec de la campagne de GGI nécessitait et nécessite encore de sérieuses réflexions. On sentait durant cette fin de semaine un besoin de remettre en question plusieurs éléments, dont les revendications de la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! », ainsi qu'une analyse critique de l'escalade des moyens de pression ayant été effectuée et à venir. Durant ce Congrès, les membres de l'ASSÉ ont choisi de donner le droit de vote, sur certains points, aux associations étudiantes non-membres ayant suivi jusque-là le plan d'action de l'ASSÉ. L'objectif principal de ce Congrès était bien certainement celui de construire un plan d'action pour la fin de la session qui permettrait tout de même de canaliser les forces mobilisatrices réveillées dans le cadre de la campagne de GGI.

Suite à cet autre Congrès, au niveau des actions, ce ne fut cependant guère mieux, sinon qu'il y eut une tentative d'action le 31 octobre en quelques endroits, avec des résultats partagés. Les formations au local connurent de grandes difficultés à être mises en œuvre, sort qui fut aussi réservé à la journée nationale de formations. Sans trop s'étendre sur la question, le bed-in national, appelé pour le 14 novembre n'eut pas lieu lui non plus. Les deux tentatives de bed-in/occupation du début de la semaine à l'UQAM et au Vieux-Montréal ayant connu des fins mouvementées, il fut d'autant plus impossible de négocier quoi que ce soit avec ces administrations pour tenir cette activité à ce moment. L'option de l'occupation n'était pas vraiment envisageable considérant qu'il y avait une manifestation nationale le lendemain.

Dans le contexte où la répression policière avait été très intense lors des deux journées précédentes et que nous n'avions plus vraiment d'option pour le bed-in, une proposition émergea au courant de la journée du 14 novembre. Cette proposition fut celle d'organiser un point de presse possiblement assorti d'une manifestation contre la brutalité policière en fin de soirée. Suite à une consultation assez limitée, et considérant le peu de temps que nous avions devant nous pour mettre le tout en œuvre, la décision fut prise d'aller de l'avant avec ce projet. C'était un choix risqué. La frustration et la tension étaient palpables par rapport à la répression policière lors de cette journée. Nul doute que malgré l'appel à un rassemblement pacifique les risques de débordement étaient élevés. Malgré tout, près de 300 personnes se sont présentées au parc Émilie-Gamelin à cette manifestation appelée la journée même et ayant lieu à 23h, montrant la volonté des gens présents de dénoncer la brutalité policière. Le tout s'est finalement déroulé dans le calme et tout le monde est rentré chez soi sans problème, mis à part un événement malheureux dans un bar tout proche suite à la manifestation.

Dans le cadre du nouveau plan d'action figurait en bonne place une manifestation nationale devant avoir lieu le 15 novembre. Ce fut effectivement le cas et malgré une température peu clémente la participation fut satisfaisante. Le déroulement de la manifestation s'est fait dans le calme et la bonne humeur, malgré le fait que la température cassait un peu l'ambiance générale. Du côté de l'organisation il y a plusieurs points qui furent soulevés comme n'ayant pas fonctionné aussi bien que souhaité, mais qui n'ont pas tellement paru, enfin on l'espère. Nous retravaillerons les documents de transition et de préparation d'actions selon divers plan de match et situations particulières, comme la pluie par exemple que nous n'avions pas prévue aussi bien qu'il aurait fallu. La fin de la manifestation aurait aussi pu être mieux planifiée. L'entrée de la manifestation dans le Complexe Desjardins fut quelque peu laborieuse. En fait, il était prévu que les gens qui entreraient dans le Complexe auraient droit à des discours et resteraient donc à l'intérieur pendant un certain temps. Cependant, il y a eu un manque de coordination et de planification de ce moment et il faut noter que la génératrice alimentant le système de son connaissait des ratés à ce moment, compliquant d'autant la transmission des informations plus loin dans la foule. Donc, dans l'ensemble ce fut une belle manifestation et les points à améliorer le seront certainement la prochaine fois. Il faut aussi mentionner que dans le contexte médiatique général de la semaine, la manifestation est venue comme une bouffée de fraîcheur, car sa couverture a grandement contrasté avec la répression policière du début de la semaine.

Au moment où ces lignes furent écrites, les actions de perturbations du 29 novembre qui ont été adoptées lors du dernier Congrès n'ont pas encore eu lieu. Le tout est en préparation et nous pourrons vous en parler de vive voix cette fin de semaine.

Interne

Associations

Les structures de l'ASSÉ autant que notre culture organisationnelle rendent nécessaire une communication constante et efficace. En outre, cet échange doit avoir lieu autant entre le national et les associations locales, qu'entrent les divers membres de l'organisation. Sans cette communication, peu importe les efforts fournis, tout plan action se conclura presque certainement par un échec. Un coup ce constat fait une question se pose d'elle-même; la communication fut-elle déficiente cette session et un des facteurs entraînant l'échec de la grève générale illimité.

Disons-le d'emblée, le transit d'information entre le Conseil exécutif et les associations locales fut, par moment, déficient. Ainsi, il est arrivé que nous apprenions certaines informations importantes, telles que la tenue d'une assemblée générale, après qu'elle se soit déjà déroulée. Pourquoi de telles informations se sont-elles perdues? Probablement parce que des habitudes de travail, par exemple appeler au bureau de l'ASSÉ pour faire un topo sur les assemblées générales, ne font que commencer à se développer. La solution à ce problème est simple, augmenter les contacts entre le national et le locale, autant par de plus fréquentes tournées téléphoniques que par une présence plus accrue dans les associations lorsque celles-ci désireront nous recevoir. Toutefois, augmenter le contact entre les associations et le national ne pourra se faire à sens unique, les exécutantes et exécutants locaux devront développer le réflexe d'appeler au national pour partager des informations, Valérie sera toujours enchantée de vous parler. De plus, au sein même du Conseil exécutif, les informations ont parfois de la difficulté à circuler. En effet, l'interne, du fait de sa communication plus fréquente avec les associations, en vient à emmagasiner une bonne part des

informations et se doit par la suite de les partager avec son équipe. Ce ne fut pas toujours fait. À ce moment à l'ASSÉ de nombreux outils de travail existent pour permettre démocratiser le savoir, il n'en reste qu'à nous de les utiliser.

Par ailleurs, il est nécessaire de rajouter que les relations entre le national et le local doivent être décomplexées. Qu'entendons-nous par là? Simplement que si une association éprouve certains problèmes au local, notamment quant au déroulement de la mobilisation sur le campus, ces informations ne doivent pas être considérées comme des tabous. Il est arrivé à certaines reprises cette session, notamment en Congrès, que nous avons surestimé l'état de la mobilisation. En outre, nous avons pu remarquer lors de la réception des « deux points forts, deux points faibles » sur le national que certaines associations avaient des reproches à faire à l'exécutif national, notamment quant au matériel d'information. Autant que nous nous efforcions de régler au fur et à mesure les problèmes que nous observons dans notre travail, les associations locales ne doivent jamais hésiter à nous critiquer. Finalement, nous avons remarqué un manque de communication entre les associations membres. C'est dans les Congrès que ce manque de discussion au préalable s'est fait le plus sentir. En somme, lors de la prochaine session, le national se devra d'être en contact plus étroit et plus fréquent avec les associations, pour ce faire de saines habitudes de travail doivent être développées de part et d'autre, seulement de cette façon pourrons-nous espérer faire fonctionner un plan d'action quelque peu ambitieux.

Dans le même ordre d'idées, revenons maintenant à quelques points du plan action ayant touché plus particulièrement les associations. Tout d'abord, bien qu'un bilan de l'été ait déjà été effectué pour un Congrès ultérieur, permettons-nous ici de ramener un point qui eut d'importantes répercussions dans la campagne de grève, l'absence durant l'été. Tant au niveau de l'exécutif national qu'au niveau des militantes et militants des associations locales, l'été ne fut pas cette période d'effervescence au niveau de la préparation à la rentrée et à la campagne de grève générale illimitée. Même une fois la session recommencée la mobilisation fut parfois lente à partir sur le terrain. Ainsi, bien que certaines associations s'y soient attelées dès les premières semaines, il fallut attendre à certains endroits le début du mois d'octobre et l'échec du vote de grève au Vieux-Montréal pour que l'on se sente en préparation de grève. Il va sans dire que l'exécutif national tient une importante part de responsabilité dans cette situation. Nous n'avons dans certains pas cas soutenu les militantes et militants dans leurs efforts, que ce soit en livrant du matériel d'information adapté et à temps ou encore en définissant correctement les tournées de mobilisations volantes entre les associations. De même, il aurait parfois fallu être plus présent sur le terrain, partagez avec vous la distribution de cette pile de tracts à 7h30 du matin. Toutefois, loin de nous l'idée de mettre en doute les efforts menés cette session par les militantes et militants, les résultats inespérés du plan action menant aux quelques journées de grève démontrent bien tout le travail qui fut accompli.

De plus, lors de la campagne qui vient de se finir tous les exécutifs des associations se sont mouillés pour promouvoir la campagne de GGI. Cette prise de position était, à notre sens, nécessaire et totalement légitime. Cela dit, il faudra bien réfléchir à ces implications pour le déroulement du plan action la session prochaine, les associations ayant refusé la grève à forte majorité devront peut-être faire face à un front réactionnaire beaucoup plus virulent, nous ne pouvons nous permettre que l'association soit ou reste ostracisée. Pour combattre cette tendance, de nouvelles personnes doivent être amené-e-s à s'impliquer au local et l'image de l'ASSÉ doit être démystifié. Conclusion, la mise en place d'un plan de valorisation est à envisager.

Au sein du Conseil exécutif le poste de Secrétaire aux relations internes fut occupé jusqu'au début novembre par Shanie Morasse, c'est donc elle qui vécut la plus grande partie du plan d'action de cette session. Suite à sa démission, les tâches d'interne furent reprises par Jean-Michel Thériault, coordonnateur du Comité à la mobilisation, collaborateur proche de l'exécutif ayant déjà eu à travailler avec les associations et s'étant montré intéressé à combler le poste.

Comités et Conseils Régionaux

Mandats

Après la rentrée et le Congrès des 1^{er} et 2 septembre, le Conseil de Coordination (CoCo) a continué de se pencher sur le matériel d'information concernant la grève ainsi que sur la préparation des instances (ordres du jour, propositions et avis de motions pour les Congrès et ateliers pour le Camp de formation...). Il a aussi commencé à réfléchir et préparer le plan d'action pour la campagne de grève générale illimitée en plus de voir à la cohérence des structures des Comités et Conseils dans l'éventualité d'une coalition de grève. Plusieurs réflexions ont aussi été entamées relativement à l'avis de motion concernant la revendication sur les systèmes de garde. Notons aussi que les activités des Comités et Conseils n'ont pas été égales cette dernière session pour plusieurs raisons, entre autres la disponibilité et l'implication de certaines personnes au niveau local, l'aspect géographique qui n'avantageait pas les personnes de l'extérieur de Montréal ainsi que la constitution des Comités et Conseils, aspect qui sera approfondi plus loin.

Secrétaire général-e et communications

L'absence de Secrétaire général-e a grandement contribué au manque de communications entre les Comités et Conseils Régionaux et le Conseil exécutif. Une alternative au poste de Secrétaire général-e a été proposée : que les Comités et Conseils fassent des rapports hebdomadaires de leur travail au Conseil exécutif. Cette solution alternative a cependant échoué et le manque de communication s'est aggravé. Avec les Congrès plus fréquents, le travail concernant le plan d'action, la réorientation du plan d'action et les tâches courantes, les réunions du Conseil de Coordination se sont faites de plus en plus rares.

Structures

Les structures du Conseil de Coordination avaient à peine un an, qu'un nouveau Comité voyait le jour, le Comité à la mobilisation, et que deux autres fusionnaient pour devenir le Comité à la recherche et aux affaires académiques. Suite à ces modifications, il est important d'en faire un bilan et d'en tirer des conclusions, toujours dans l'optique d'une meilleure efficacité du CoCo.

D'abord, bien que le travail du Comité à la mobilisation ait été indispensable et indéniable lors de la dernière session, le rôle de ce Comité reste vague. Plusieurs questionnements sont à avancer quant à la possibilité de le rendre encore plus efficace. Le nombre maximal d'élus sur ce Comité doit-il être augmenté? Les externes des associations étudiantes doivent-ils ou elles être invité-e-s à participer à des réunions mensuelles avec ce Comité? Etc. L'importance de ce Comité a été prouvée, reste maintenant à lui attribuer des tâches claires pour assurer de bons résultats.

En ce qui a trait à la fusion entre le Comité recherche et réflexion et le Comité des affaires académiques et pédagogiques, elle semble avoir permis à deux aspects très rapprochés de se

combiner pour former un tout plus cohérent. La grande efficacité de ce Comité ne doit cependant pas être entièrement mise sur la faute de cette fusion, le dévouement de Julie Descheneaux y étant pour beaucoup.

Qui plus est, la présente structure du CoCo ne permet pas une communication adéquate entre les différents Comités et Conseils. Il serait important de revoir les structures du CoCo, ou minimalement, ses dynamiques de travail. Pour l'instant, il est primordial de trouver une alternative aux réunions pour assurer un meilleur suivi et une répartition plus juste du travail.

Pour améliorer l'efficacité du CoCo, il faudrait non seulement que les Comités et Conseils soient mieux préparés aux réunions, mais faudrait-il encore que davantage de militants et militantes s'y impliquent. De plus, il est primordial qu'une personne prenne les responsabilités de Secrétaire général-e puisqu'une personne du Conseil exécutif ne peut accomplir ces tâches avec assiduité tout en conciliant le travail courant d'exécutante ou d'exécutant. Une forme de régularité dans la tenue des réunions du CoCo aiderait aussi grandement à la préparation de ses délégations qui sauraient à quoi s'en tenir.

L'implication et le dévouement de tous et chacune sont essentiels pour l'ASSÉ, reste maintenant à bien l'organiser!

Conseil exécutif

Tâches

Il serait pratiquement impossible de relater ici toutes les tâches accomplies par le Conseil exécutif au cours de l'automne. C'est que ce serait beaucoup trop long et quelque peu rébarbatif à lire avant un Congrès. De toute façon, le descriptif de ces tâches se retrouve dans les rapports hebdomadaires de l'exécutif (parfois bi ou pluri hebdomadaire, *mea culpa*) qui sont envoyés sur la liste [asse-support]. Si vous souhaitez à tout prix les relire, mais que vous les avez malencontreusement effacés de vos courriels, nous les avons tous encore sur les ordinateurs du bureau de l'ASSÉ, il sera donc possible de les faire parvenir aux personnes qui en feront la demande.

Climat de travail

Militer sur le Conseil exécutif constitue tout un défi. Ce n'est jamais vraiment possible de se pousser pendant un moment, il y aurait toujours quelque chose de plus à faire après qu'on ait terminé une tâche. La pression est donc énorme et notre rôle assez différent de celui des exécutants et exécutantes dans les associations locales. Personne ne sait vraiment dans quoi elle ou il s'embarque lors de son élection, l'adaptation à l'exécutif national est souvent ralentie par cette pression, l'inévitable bureaucratisation et la réalité très différente de celle d'une association locale. De plus, on rassemble des personnes d'horizons relativement divers avec des expériences diverses, le tout accompagné de différences d'âge qui sont parfois assez énormes dans le contexte. Par conséquent, une adaptation inégale à la situation et l'acquisition d'habitudes de travail différentes qui en découlent sont des sources de tensions et de frustrations qui peuvent miner le climat de travail de l'exécutif. Si on en parle ici, c'est bien entendu que cette situation a caractérisé le climat de travail, la dynamique de travail si vous préférez, de l'exécutif actuel.

C'est vers la fin de l'été que les différences ont commencé à être plus marquées entre les personnes de l'exécutif. Les premiers points « Dynamiques de travail » sont apparus dans les réunions

d'exécutif. Ces points visaient à discuter des problèmes et à mettre de l'avant des solutions viables et durables pour la suite des choses. Cependant, la réalité fut que ces points eurent plutôt l'effet d'un baume sur une plaie : la douleur disparaît à l'application, il faut en remettre pour que l'effet continue, mais à la longue l'effet diminue... Les principaux points, qui sont revenus le plus régulièrement, quatre se distinguent plus particulièrement. Premièrement, le manque de ponctualité et de réalisme dans la planification des horaires. C'est une chose d'arriver en retard à une réunion de temps en temps, mais lorsqu'on prévoit systématiquement arriver très tôt, mais qu'on arrive finalement plutôt tard les frustrations s'accumulent chez les gens qui arrivent à l'heure prévue. Deuxièmement, l'utilisation des moyens de communication. L'exécutif dispose d'une panoplie d'outils de communication : cellulaires, téléavertisseurs, forum internet, courriels, etc. Toutefois, considérant justement cette panoplie de moyens, il est frustrant de ne pouvoir rejoindre une personne pendant plusieurs heures alors qu'on a quelque chose d'urgent à demander pour compléter son propre travail. Troisièmement, un certain manque de leadership fut observé dans la prise en charge de mandats généraux et particuliers. La planification nous a fait défaut dans plusieurs domaines d'action de l'exécutif, faisant en sorte que certaines tâches ont été prises en charge un peu sur le tas. Pensons par exemple à la mise en place d'un calendrier concernant les assemblées générales de grève. Quatrièmement, la communication en tant que telle entre les membres de l'exécutif. Elle est rarement optimale et se fait plutôt de façon sporadique, selon les urgences, que régulière. Cinquièmement, en lien très étroit avec le constat précédent, le travail effectué par l'exécutif est plus une somme de travail individuel qu'un travail d'équipe. C'est-à-dire que les tâches sont plus souvent qu'autrement réalisées en vase clos par chaque personne ou en groupe de deux à trois, créant des sous-dynamiques de travail et une spécialisation dans certaines tâches particulières. L'information et le résultat de ce travail ne sont généralement partagés à l'ensemble de l'exécutif qu'une fois complété ou dans le contexte des réunions, ce qui n'invite d'abord pas à la critique constructive et ensuite nuit à une réelle coopération et compréhension des diverses tâches de chaque exécutant et exécutante.

Maintenant, il ne faut pas non plus voir tout cela de manière uniquement négative. Toutes les critiques n'ont pas la même importance dans leur degré chez chacun et chacune des membres de l'exécutif. Dans l'ensemble, des améliorations ont été observées tout au long de la session sur les divers points soulevés précédemment. Pour la dernière critique, c'est un *work in progress*, nous en sommes conscients et conscientes et faisons de notre mieux pour casser cela au quotidien en tant que groupe.

La permanence et les collaborateurs et collaboratrices

Les considérations qui viennent d'être exprimées par rapport au climat de travail ne se limitent pas au Conseil exécutif, elles ont aussi des effets sur les relations avec les gens que nous côtoyons tous les jours et qui nous aident dans notre travail. Nous tenions à en faire une partie à part, car intégrer le tout dans la partie précédente aurait quelque peu noyé les constats qui s'imposent dans la mer de ceux qui concernent plus spécifiquement l'exécutif, bien que leur interrelation soit évidente. En effet, les personnes dont il est ici question gravitent autour de l'ASSÉ et de l'exécutif depuis quelques années et ont été à l'origine de la plupart des remises en question de l'exécutif actuel. On a qu'à penser à Valérie qui est employée par l'ASSÉ depuis plus de cinq ans et aux membres de comités qui ont été membre du Conseil exécutif l'année dernière. Leur perspective historique est importante, mais les liens entretenus avec ces personnes sont aussi complexifiés par cela.

Par rapport à la permanence, l'exécutif a eu certaines difficultés à s'adapter à une dynamique employeur-employée. Le contexte autogestionnaire et la grande autonomie de Valérie peuvent être quelque peu déroutants, et l'ont été pour l'ensemble de l'exécutif, encore là à des degrés divers selon les personnes. Les principaux problèmes rencontrés ont été liés au suivi des tâches déléguées à la permanence, à la clarification des tâches à faire et à l'aide à donner à chaque personne dans la réalisation de ses tâches, et enfin à la communication et au respect des disponibilités des membres de l'exécutif. Pour ce qui est du suivi des tâches, le problème est étroitement lié à l'autonomie de Valérie dans ses tâches. Cela n'excuse toutefois pas le fait qu'il y ait eu un manque de suivi pendant un certain temps, ce qui tend toutefois à se résorber. Ensuite, dans la même veine, la clarification des tâches de Valérie découle directement de ce manque de suivi. Par contre, en ce qui concerne l'aide à apporter aux membres de l'exécutif, ce qui fait partie de la définition de tâches de la permanence de l'ASSÉ, le problème provient plutôt d'un certain manque d'autonomie manifeste chez certaines personnes et d'une mauvaise évaluation des tâches que chaque personne a la capacité et le temps d'accomplir. En fait, cela s'est manifesté par une délégation *de facto* de tâches à Valérie, sans qu'il y ait de demande claire. Donc, ce n'est pas l'aide à apporter qui est un problème, mais bien la manière dont l'aide se trouve à être donnée en dernière instance, soit sans demande claire et devant l'urgence de voir un mandat se réaliser. Pour ce qui est de la communication et du respect des disponibilités, cela touche directement ce qui a été dit dans le point *Climat de travail*. Cela touche directement Valérie dans la mesure où elle doit assurer le relai de l'information aux diverses personnes puisque c'est elle qui est au bureau quotidiennement. Donc, ne pas savoir qui est où quand pose les problèmes que vous pouvez imaginer. Aussi, il y a la présence au bureau des gens de l'exécutif qui doit être claire et conséquente avec celle des autres pour ne pas qu'une journée tout le monde soit là, posant des problèmes logistiques de disponibilité des postes de travail, et l'autre il n'y ait personne laissant ainsi Valérie seule.

En définitive, les problèmes ici évoqués ont été discutés entre nous de l'exécutif, Valérie et certaines collaboratrices et certains collaborateurs, et pour la plupart ce sont quand même bien améliorés depuis. Dans quelle mesure, ce n'est pas à nous de le définir, mais il y a effectivement eu amélioration.

Du côté des collaborateurs et collaboratrices, les ajustements ont dû se faire sur la contribution qu'ils et elles pouvaient apporter, autant pour ce qu'ils et elles souhaitaient faire que pour ce que nous attendions d'eux et elles. C'est que ces personnes sont souvent passées par l'exécutif et commencent à s'en détacher, encore là dans diverses mesures dépendant des personnes. Pour nous qui commençons, la tentation peut être facile de leur faire des demandes quelque peu irréalistes considérant leur nouvelle situation. Aussi, la plus importante contribution qu'ils et elles sont en mesure de donner est celle de prodiguer des conseils et de partager des expériences. Passer par-dessus une certaine gêne, de part et d'autre, et faire preuve d'humilité face aux critiques et commentaires aura demandé des efforts, mais ce ne fut pas en vain. Certaines erreurs doivent être commises pour qu'on en tire nos propres leçons, mais lorsqu'on peut l'éviter c'est toujours plus productif.

Un collaborateur précieux de l'exécutif et de Valérie est Jean-François Filiatrault. Celui-ci s'est présenté et a été élu comme secrétaire à la trésorerie au Congrès de septembre, mais a choisi de ne pas continuer sur l'exécutif suite au Congrès des 6 et 7 octobre. Par contre, il continue, en tant que collaborateur officiel à la permanence, à s'occuper des finances de l'ASSÉ de même que d'une foule de choses allant de la production du matériel d'information à la garderie pour la manifestation

du 15 novembre. Sa présence et ses avis au quotidien nous sont d'une aide précieuse et ajoutent un rayon de soleil dans le bureau! Merci J-F!

Perspectives

Enfin, cette partie se voulait très critique et cherchait à soulever les points précis qui ont posé problème dans cette demi-année au sein même de l'exécutif. Certaines choses restent encore à améliorer, d'autres l'ont déjà grandement été, nous restons donc à l'affût. Une chose est claire cependant, la prochaine demi-année qui complètera notre mandat sera construite sur les bases les plus solides que nous avons établies et nous continuerons à renforcer celles qui posent encore certains problèmes.

Externe

Associations

Ce bilan externe n'a pas du tout la prétention de refléter l'ensemble du contexte local vécu au sein des associations étudiantes non-membres de l'ASSÉ durant la session d'automne 2007. Il est davantage axé sur la participation de ces dernières au plan d'action et aux revendications mises de l'avant par le Congrès, ainsi que de la participation non-membre aux instances de l'ASSÉ.

Coalition de l'ASSÉ

Dans le bilan estival du Conseil exécutif 2007, ainsi que dans le texte de Geneviève Gariépy *Le mouvement étudiant coalisé : une logique en trois étapes*, tel que déposé au Congrès des 1^{er} et 2 septembre 2007, vous pouvez lire des résumés des réunions informelles de la mise en branle de la coalition avant le début de la session.

Comparativement à tout le temps monopolisé durant l'été pour travailler à la mise sur pied d'une coalition, le travail prioritaire de la session d'automne à l'égard des associations étudiantes non-membres n'a pas été à cet effet. L'enjeu de la présente session était en premier lieu de s'assurer que des associations étudiantes à l'extérieur de l'ASSÉ assureraient un élargissement du mouvement de grève générale illimitée autour des revendications mises de l'avant par le Congrès.

Au début de la session, on sentait encore la dynamique d'été des réunions informelles, c'est-à-dire que certaines associations étudiantes non-membres, notamment l'AFELLC-UQAM, l'AFESPED-UQAM, l'AFÉA-UQAM, l'AESS-UQAM et l'AGE-UQO, maintenaient entre elles et l'ASSÉ une dynamique de négociation. Une négociation au sens où elles cherchaient logiquement à pousser l'ASSÉ à être la plus inclusive possible afin de pouvoir correspondre aux modalités d'admissibilités de la coalition.

Cette dynamique, n'a heureusement pas fait trop long feu, puisque qu'on semble avoir compris assez rapidement que l'enjeu de la présente session ne reposait pas sur négocier ou magasiner une coalition, l'enjeu était clairement le succès ou non du plan d'action.

Des présentations de la coalition de l'ASSÉ ont tout de même été faites dans diverses associations étudiantes, notamment à l'AGE-UQO, l'AÉLIÉS, l'AECSSP-UQAM, l'AGECVM. L'AGECVM et l'AECSSP-UQAM sont les deux seules associations étudiantes à s'être officiellement positionnées

en faveur de la coalition de l'ASSÉ en assemblée générale. Il ne faut pas considérer le fait que seulement deux associations étudiantes se soient prononcées en faveur de la coalition de l'ASSÉ comme étant un échec. La coalition de l'ASSÉ, étant une coalition de grève, qui vise à unir les associations sur des bases communes claires au niveau du moyen de pression et niveau des revendications, n'avait donc pas comme priorité d'avoir la coalition la plus populaire, mais bien de faire lever le plan d'action. En ce sens, les associations étudiantes non-membres de l'ASSÉ qui ont mené une campagne de grève ont mis en priorité la mobilisation sur la grève et non sur la mobilisation pour affilier à une coalition. D'ailleurs, plusieurs associations étudiantes non-membres attendaient en première instance de constater la position de leur assemblée générale respective face au vote de grève, pour ensuite, en fonction du résultat, se positionner sur la coalition qui correspondrait le mieux aux positions de l'association étudiante.

Quelques remarques

La coalition actuellement proposée par les membres de l'ASSÉ est franchement complexe à exposer aux non-membres. On parle d'une coalition, ce qui démontre une ouverture, mais avec des modalités d'entrées nombreuses et pas nécessairement claires. Les membres de l'ASSÉ ne semblent pas certains et certaines des limites à imposer aux non-membres. On semble constamment tergiverser entre « on ne veut pas diluer nos positions » et « on ne veut pas paraître refermé sur nous-mêmes ». On ne peut pas éternellement naviguer entre les deux. Si on est pour mettre des modalités, mais que finalement on s'en fou parce qu'on veut avoir plus de monde avec nous, aussi bien être francs là-dessus.

Vous vous souvenez du dernier Congrès? Alors que le droit de vote fut accordé aux non-membres? Cette fois-là, les conditions pour avoir le droit de vote ne cadraient aucunement avec ce qui avait été fixé pour une éventuelle coalition. Tout à coup, tout semblait s'être envolé. Quel message veut-on envoyer? Et comment pensons-nous pouvoir faire appliquer les modalités d'entrée suite à ce précédent?

Bref, les limites actuelles quant à l'ouverture des structures de l'ASSÉ ne sont pas claires. De sérieuses réflexions doivent avoir lieu. Avec la présence de plusieurs coalitions nationales, on assiste à une nouvelle dynamique. Mais il serait important de ne pas fixer notre coalition sous la pression des non-membres qui menacent d'aller voir ailleurs. Ce n'est pas une compétition, et c'est les membres d'abord et avant tout qui doivent être à l'aise avec la façon dont on décide d'ouvrir les structures de l'ASSÉ.

Les revendications

Les revendications de la campagne « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment! » ont eu un écho intéressant au sein des associations étudiantes non-membres. La revendication principale ayant suscité le plus de débats est, comme vous vous en doutez, la gratuité scolaire.

Plusieurs campagnes de prise de position sur l'enjeu des frais de scolarité se sont tenues au courant de la présente session. Dans ce cadre, sous la demande de plusieurs associations étudiantes non-membres, des militantes et des militants de l'ASSÉ ont participé à des débats, des conférences, des ateliers et des kiosques dans le but de présenter la gratuité scolaire sur les campus à travers le Québec.

On observe aussi la création de comités *gratuité scolaire*, spécifiquement dans le but d'informer la population étudiante sur cet enjeu et dans l'optique d'éventuellement pousser cette revendication en assemblée générale.

Notons cependant, que malgré la mobilisation sur la gratuité scolaire, dans le cadre des campagnes de prise de position sur l'enjeu des frais de scolarité, certains campus ont préféré ne pas inclure cette option dans la prise de position finale, par crainte de diviser le vote. On peut donner comme exemple la campagne au Cégep de Ste-Foy, qui malgré une mobilisation entre autres sur la gratuité scolaire, a orienté la question référendaire sur l'enjeu de *pour ou contre le dégel*.

On peut également noter que la revendication de la gratuité scolaire suscite sur certains campus une base d'union entre les associations étudiantes. On peut citer par exemple le cas de l'UQAC où s'est créé cette session-ci un regroupement d'associations étudiantes *contre toutes hausses des frais de scolarité, pour la gratuité scolaire*. Aussi, à l'Université Laval, on remarque un rapprochement entre les associations étudiantes modulaires en faveur de la gratuité scolaire, il faut cependant souligner le rôle de catalyseur important joué par l'AÉÉA-UL. Ce genre d'initiative au sein des campus universitaires tend à pallier à la faible représentativité et à la faible marge de manoeuvre, dû à des structures beaucoup trop lourdes, des associations générales de campus comme la CADEUL et le MAGE-UQAC. On observe des effets positifs de ce type de coalition interne, car cela permet de consolider une base militante et de leur donner un poids et une crédibilité supplémentaire lors des instances décisionnelles des associations générales de campus. L'union (sur des bases communes!) fait la force!

Concernant la revendication conciliation étude-famille, ce n'est pas une revendication qui semble rencontrer de nombreux obstacles. La revendication est plutôt bien reçue là où elle est présentée. Même que dans certaines associations où on constate un rejet du plan d'action de l'ASSÉ ainsi qu'une remise en question de la gratuité scolaire, la revendication des services de garde quant à elle passe bien. On peut mentionner ici l'exemple de l'AGEFLESH-UdeS, où malgré la situation locale (tel qu'exprimé dans la phrase précédente), la revendication a été adoptée par l'assemblée générale et des recherches et démarches ont même été entreprises directement sur le campus dans le but de clarifier la revendication. À d'autres endroits, notamment au Cégep de Ste-Foy, des démarches dans le sens de l'instauration d'un système de halte-garderie étaient déjà un projet local, avant même que l'ASSÉ se positionne sur cette revendication. On a pu découvrir sur différents campus la présence d'association de parents, notamment l'APETUL, avec laquelle il serait très pertinent de consolider des liens, ils et elles ont beaucoup à nous apprendre si l'on veut mettre de l'avant cette revendication avec sérieux!

Nous n'avons pas beaucoup d'information à vous transmettre concernant la revendication des ressources et services et celle de la loi C-43. Ces deux revendications ne semblent pas avoir été un cheval de bataille central au sein des associations étudiantes non-membres. Nous nous avançons cependant pour quelques explications. La revendication sur les ressources et services semble être tenue pour acquise, c'est-à-dire que la base militante ne croit pas qu'il y aura grand problème à faire passer cette revendication en assemblée générale. En effet la revendication n'est pas très litigieuse en soi et elle gagnerait d'ailleurs à être précisée. La revendication sur la loi C-43 ne figure pas parmi les conditions d'admissibilités de la coalition, alors l'adoption de cette revendication ne semble pas être prioritaire. Dans tous les cas, il faut se rappeler que de demander aux non-membres de faire passer toutes des positions sur lesquelles nous menons une campagne depuis plus d'un an peu prendre un certain temps.

Globalement, c'est vraiment la revendication de la gratuité scolaire qui a été la plus mise de l'avant. Les associations étudiantes qui tendent à se rapprocher de l'ASSÉ le font entre autres pour cette revendication. Car l'ASSÉ est la seule organisation qui met sérieusement de l'avant cette alternative qui rompt avec l'idéologie dominante.

L'avis de motion du dernier Congrès concernant la revendication de la gratuité scolaire a eu différents échos à l'extérieur de l'ASSÉ. Certaines associations ont considéré ce possible changement de cap comme étant une marque d'ouverture de l'ASSÉ. À l'opposé, des associations étudiantes ont pris cet avis de motion comme étant une dilution des revendications de l'ASSÉ et que si l'ASSÉ elle-même revient sur cette position, ça veut dire beaucoup dans la lutte pour la gratuité scolaire. Le message envoyé par l'ASSÉ dès que l'on parle de gratuité scolaire a des répercussions considérables sur l'ensemble du mouvement étudiant.

Quelques remarques

Les débats, concernant les revendications, qui sévissent actuellement à l'ASSÉ, sont pertinents. Il serait intéressant de prendre en considération l'effet que nos prises de position ont comme impact dans les associations étudiantes non-membres.

Les revendications ont une influence sur la stratégie de la lutte face au gouvernement, mais également quant à la consolidation de la base militante au sein des associations étudiantes. Si l'ASSÉ reconsidère certaines de ses revendications, cela a un impact sur les associations qui, par exemple, créent des coalitions internes sur la base de ces revendications. Plus directement, l'ASSÉ ne peut exclure de ses réflexions son rôle pilier dans le débat sur la gratuité scolaire.

Pour pouvoir supporter et aider convenablement les associations non-membres qui veulent mettre de l'avant les revendications de la campagne de l'ASSÉ, il faudrait grandement préciser la revendication des services de garde et des ressources et services, dans le but d'éviter des prises de position en AG qui ressemble davantage à du « rubberstamp » qu'à de réelles positions approfondies.

Encore une fois la clarté s'impose. Un changement de revendication ou pas, même si ce n'est que dans sa formulation, doit être soutenue d'une argumentation sur laquelle toutes et tous s'entendent. Si ce n'est pas clair parmi les associations membres, comment voulons-nous être capables d'élargir et de consolider un mouvement?

Participation aux instances

Un constat est clair, la participation des non-membres aux instances de l'ASSÉ est grandissante et plus spécifiquement lors des Congrès. Bien sûr, le désir ayant été exprimé pas les membres de mettre sur pied une coalition était un signe d'ouverture ainsi que la campagne de GGI ont possiblement influencé sur cette grande participation.

Cela a comme point positif d'avoir un meilleur portrait de ce qu'il se passe à l'extérieur de l'ASSÉ et surtout de permettre aux non-membres de se familiariser avec le fonctionnement de l'ASSÉ. C'est entre autres de cette façon que l'on peut réussir à combattre les préjugés face à l'organisation. Il faut cependant se poser des questions sur la place que l'on veut accorder aux non-membres dans les instances décisionnelles de l'ASSÉ. Des commentaires sont revenus à un bon nombre de reprises

concernant les tours de parole. Dans le cadre de la prise des tours de parole, les délégations non-membres sont vraiment à la toute fin, celles-ci peuvent ressentir un sentiment de frustration lorsqu'un tour de parole est pris depuis un certain temps, mais qu'il est toujours retardé, et que finalement la question préalable est demandée.

Il sera important pour les membres de l'ASSÉ d'être clair-e-s dans les limites de la participation possible des non-membres dans les orientations de l'organisation. On ne peut pas passer sous le silence le Congrès des 20 et 21 octobre, alors que le droit de vote fut accordé à pratiquement l'ensemble des délégations non-membres présentes qui suivaient de prêt le plan d'action de l'ASSÉ et/ou les revendications mises de l'avant par cette dernière. Qu'est-ce que les associations non-membres doivent entendre par là?

La participation des non-membres aux Conseils Régionaux est à consolider. En fait, nous devrions sûrement écrire que le rôle des Conseils Régionaux est en soi à consolider. Encore là, la participation des non-membres est importante, dans certains cas la participation non-membre est plus élevée que la participation membre. Les Conseils Régionaux peuvent avoir un rôle important sur l'élargissement de l'ASSÉ. Dans certains cas, il s'agit là du seul et premier contact que les non-membres ont avec l'ASSÉ.

La participation non-membre dans les camps de formation de l'ASSÉ est moins marquée que dans les autres instances. Mais il serait très pertinent d'encourager davantage la participation non-membre à ces instances. Il s'agit là d'un bon moment pour débattre et démystifier les positions et les cheminements ayant mené aux positions défendues par l'ASSÉ.

Quelques remarques

Quoi que la participation des associations non-membres puisse, dans certaines circonstances, être bénéfique, l'ASSÉ aurait probablement intérêt à se recentrer sur elle le temps d'une instance, et de se consolider. Une impression de tiraillement constant entre les « on veut être ouvert » et « on ne veut pas diluer l'ASSÉ » se fait sentir. Un malaise semble se développer face aux non-membres, au sens où souvent on dirait qu'on ne veut pas les brusquer. Au sortir d'une session où plusieurs aspects de l'ASSÉ veulent être remis en question, il faudrait en premier lieu que les membres de l'ASSÉ s'entendent entre eux et elles. Il ne faut pas considérer cette remarque comme un manque d'ouverture, il s'agit d'une question de survie de l'ASSÉ. Les membres doivent s'entendre sur ce qu'ils et elles veulent que l'ASSÉ soit, ensuite les non-membres pourront s'exprimer.

Dans tous les cas, si la participation des non-membres aux instances de l'ASSÉ est importante, il serait pertinent que les non-membres soient en contact plus régulier avec les membres de l'ASSÉ via des tournées d'appel plus fréquentes par exemple. Si les non-membres démontrent un intérêt à s'intégrer dans une dynamique nationale, des habitudes de travail conséquentes sont à prendre. Les contacts entre les associations étudiantes sont primordiaux. Bien que ce dernier commentaire semble être récurrent, il sera nécessaire de le répéter tant et aussi longtemps que ce ne sera pas mis en application.

Le support aux non-membres

Tout au long de la session, le matériel d'information produit a été rendu disponible et diffusé aux non-membres en faisant la demande. Nous avons pu couvrir la très grande majorité des demandes

de présentation en AG, de participation à des conférences et des débats sur la gratuité scolaire. Quelques formations ont également été données, portant principalement sur l'ABC de la mobilisation et la gratuité scolaire et le dégel.

La principale difficulté, pour le support aux associations non-membres, concerne les demandes d'aide pour la mob de terrain. Nous avons été incapables de couvrir toutes les demandes allant en ce sens. Devant un calendrier très chargé, il faut comprendre que les équipes de mobilisation ont comme priorité les associations membres. Ensuite, on couvre comme on le peut les associations non-membres. Mais encore là, on doit vous admettre que les priorités sont difficiles à cibler. Après coup, il est évidemment facile pour quiconque de critiquer et de dire que les priorités auraient dû être à tel ou tel endroit. Mais pour être constructif et constructive, il serait sans doute pertinent de se fixer quelques barèmes qui pourraient aider dans le futur à fixer des priorités.

Quelques questions pour faire mûrir la réflexion : Est-ce que dans certains cas une association non-membre peut être prioritaire sur une association membre? Est-ce que des associations non-membres, dites piliers, sont prioritaires à couvrir? Est-ce qu'on fixe les priorités en fonction de la base militante au local, c'est-à-dire que plus une association étudiante a une bonne base militante, moins l'aide de l'extérieur devient prioritaire?

Syndicats et communautaires

Un des objectifs du Conseil exécutif pour la session d'automne 2007 était de concrétiser nos positions de solidarité avec les mouvements sociaux afin d'élargir la lutte que nous menons. Ces liens devaient être tissés pour lier notre lutte aux autres luttes sociales, mais aussi pour nous doter d'appuis solides afin d'élargir nos liens avec la population et contrer l'idée que nous étions isolé-e-s, minorisé-e-s. Nous avons donc visé les organisations susceptibles, par leur action et leur mandat, de nous appuyer de manière effective (groupes communautaires et populaires, syndicats locaux et nationaux, groupes féministes, etc.). Le but était donc d'élargir, mais aussi de solidifier et de pérenniser nos liens avec ce milieu.

D'emblée, nous avons lancé une campagne de lettres d'appui à nos revendications et au moyen de la grève pour obtenir gain de cause. Cette lettre comportait une partie identique, ainsi qu'une partie adaptée à chaque organisme. La campagne a très bien fonctionné, et nous avons obtenu 16 lettres d'appui du 27 août au 19 novembre. La liste exhaustive de ces appuis est mise en annexe. Nous avons aussi obtenu des rencontres rapides avec certains groupes qui nous ont appuyés massivement. À chaque fois, ces rencontres nous permettaient d'expliquer les principes et les moyens d'action de l'ASSÉ, de voir les possibilités de collaboration (logistique, médiatique, financière) et de voir comment nous pourrions faire de même avec eux et elles. Souvent par contre, ces groupes nous dirent aussi appuyer les fédérations, sans distinction, bien que nous ayons senti une forte sympathie à notre égard. Il faudra poursuivre cette pratique de rencontres fréquentes pour solidifier notre collaboration et éventuellement construire des campagnes communes.

Il est aussi à noter que notre participation au premier Forum social québécois (FSQ) nous permit de tisser de nombreux liens avec les divers mouvements sociaux. Le panel sur les liens entre le mouvement étudiant et le mouvement syndical nous permit entre autres de nous poser comme acteur incontournable du monde de l'éducation, et de faire le point sur certaines pratiques syndicales douteuses...

Par la suite, nous avons participé à bons nombres de rencontres en vue d'élaborer des campagnes d'actions sociales en lien avec nos revendications. C'est ainsi que nous avons assisté aux rencontres préparatoires pour la campagne sur la précarité du Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE), aux rencontres de la coalition contre Brian Mulroney, tout en poursuivant notre présence au comité transport en commun de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP).

Nous avons aussi tenté d'approfondir ces liens lors de manifestations de groupes communautaires, auxquels nous invitons les membres à participer en plus d'aider à la distribution du matériel d'information (tout en ayant un peu de temps pour nous adresser aux manifestants et manifestantes sur place). C'est ainsi que nous avons participé aux manifestations de l'Organisation populaire pour la défense des droits sociaux (OPDS), de la TROVEP, de la Coalition contre Brian Mulroney (MASSE, FRAPRU, FFQ, TROVEP, FCPASQ), tout en apportant notre soutien à la campagne du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM).

La semaine d'action de la mi-novembre nous a permis d'approfondir ces liens. Non seulement la Fédération autonome du collégial (FAC) et la Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN) nous appuyèrent lors de notre sortie contre la loi 43, mais la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) se joignit à ces syndicats dans leur appui à notre dénonciation de la répression policière. De plus, les liens tissés avec le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN nous permis de bénéficier de leur système de son mobile, ce qui fut très utile et apprécié au niveau logistique pour la manifestation du 15 novembre.

Dans le contexte où nous mettions de l'avant une campagne de grève générale illimitée pour revendiquer, entre autres, la gratuité scolaire, nos liens avec la Coalition-cégeps se sont quelque peu amoindris. D'une part par simple manque de temps à investir dans les réunions et l'organisation d'activité avec la Coalition, considérant tout ce qu'il y a eu à faire pour la GGI puis le nouveau plan d'action. D'autre part, la campagne de la Coalition-cégeps revendique un réinvestissement chiffré à 400 millions de \$ pour les seuls cégeps, avec des moyens d'action assez éloignés du syndicalisme de combat. L'an dernier le Conseil exécutif a prouvé qu'il est tout à fait possible de faire bouger la Coalition dans le sens que nous souhaitons, sauf qu'il faut y mettre le temps et les efforts. Cette fenêtre d'opportunité existe toujours, cependant il revient au Congrès de décider à quel niveau dans l'ordre des priorités de l'exécutif la Coalition-cégeps doit se situer.

En conclusion, on peut dire que l'ASSÉ a réussi à développer et à solidifier ses liens avec les divers mouvements sociaux, conformément à nos positions de solidarité qui furent trop souvent mises de côté par le passé. Nous avons certes approfondi nos appuis par des rencontres et des liens constants et notre participation aux actions des groupes fut très remarquée et appréciée. Par contre, force nous est de constater que cette relation était très concentrée : non seulement une seule personne assistait aux rencontres (et le temps pour faire un véritable suivi manqua parfois), mais notre participation aux actions fut limitée à la région montréalaise. De plus, notre « participation » aux manifestations des groupes concernés se limita au mieux à une dizaine d'individus, voire même deux ou trois seulement dans certains cas. Il faudrait donc que les associations membres prennent en charge une partie de ce travail, non seulement au niveau de la participation, mais aussi des liens avec les groupes visés en région. Pour concrétiser nos principes de solidarité des luttes sociales, il faudra remédier aux problèmes de diffusion sur le terrain : les comités mob devraient ainsi maintenir des liens avec l'exécutif pour obtenir le matériel d'information relatif aux actions et ainsi mousser la participation au-delà des trois-quatre personnes informées.

Les liens avec les mouvements sociaux gagneraient donc à être solidifiés davantage, bien que beaucoup de travail ait été accompli en ce sens. Il faudra à tout le moins s'en servir lors de campagnes éventuelles, qui souvent trouvent écho dans la société civile.

Affaires académiques et pédagogiques

Avec une campagne de grève générale illimitée à préparer, les affaires académiques passaient en dernier point en termes de priorités au sein du Conseil exécutif ou étaient remises entre les mains du Comité à la recherche et aux affaires académiques. Après la mise sur glace de l'approfondissement des documents de recherche issus du contrat estival, les affaires académiques ont tourné autour de la recherche concernant les nouvelles sorties documentaires et l'élaboration d'argumentaires pour différentes conférences et présentations dans les associations étudiantes locales.

Matériel d'information

Depuis quelques années, notre matériel d'information s'est grandement amélioré. Le bilan à faire du matériel d'information national cette session est très mitigé, tant la production comme telle que la diffusion et le support que celui-ci a pu apporter concrètement aux associations locales.

Mais disons-le d'emblée, il y a eu un manque de suivi dans son ensemble. Plusieurs fois, nous avons priorisé la qualité sur le respect des délais, dans certains cas au point de le rendre inutilisable pour certaines associations, qui étaient trop avancées dans la mobilisation. Une cause importante a été l'absence d'un plan clair du matériel d'information au national prenant compte des forces en présence et permettant de prioriser les tâches en conséquence. La planification des échéanciers a plutôt été faite à la pièce créant une ambiance d'urgence constante.

L'absence d'un Comité information est à noter, ne serait-ce que pour relancer l'invitation à l'investir. Cette structure est plus que pertinente et assurerait une continuité dans le travail. Il y a toutefois eu une quantité importante de collaborateurs et de collaboratrices qui ont mis main à la pâte pour le matériel d'information. Sans cette aide inimaginable, la plupart des projets d'envergure n'auraient pas abouti. Par contre, le manque de suivi a entraîné plusieurs événements fâcheux et des doublons de tâches. En ce qui a trait aux *Ultimatum*, les résultats finaux ont été un franc succès mis à part un petit retard pour la deuxième parution. Il y a cependant eu plusieurs problèmes de communications à régler pour mener ces projets à terme. D'autre part, il en revient souvent à la permanence de corriger et standardiser les textes selon les règles de rédaction des documents de l'ASSÉ alors que les auteur-e-s pourraient prendre la peine de se familiariser avec cet outil de travail.

Dans cette même lignée, deux étudiantes terminant leur DEP en graphisme ont fait un stage de fin de programme à l'ASSÉ en fin d'été. Elles ont contribué à divers tracts qui devaient être prêts pour la rentrée. C'était la première expérience de la sorte à l'ASSÉ et l'exécutif n'a assuré qu'un suivi insuffisant de leur travail. Les graphistes n'avaient pas non plus d'expérience à travailler dans un milieu militant comme c'est le cas à l'ASSÉ. Pour ces raisons et pour d'autres, l'ensemble du travail effectué par les graphistes a dû être repris en partie ou en entier. Par contre, leurs conseils ont été bénéfiques et ont inspiré plusieurs concepts graphiques. Il vaut donc la peine de peser le pour et le contre à l'effet de tenter l'expérience à nouveau.

Une autre problématique qu'il faudra résoudre est celle de la spécialisation des tâches reliées au matériel d'information. Il y a peu de militants et de militantes au local ou s'impliquant au national

qui maîtrisent les logiciels de mise en page, ce qui engage souvent une accumulation de travail pour les personnes qui les maîtrise. Mais cette problématique ne se limite pas aux logiciels de graphisme : beaucoup de tâches sont *de facto* effectuées par la permanence comme les liens avec les imprimeur-e-s. C'est aussi vrai pour les sites Internet (www.asse-solidarite.qc.ca et www.gratuitescolaire.info), où nos ambitions ont parfois été limitées par un manque de connaissances des outils. À ce titre, un document a été entamé afin de démocratiser les outils de travail, mais il a été relégué aux oubliettes en début de session. Il serait essentiel de poursuivre ce travail pour assurer un suivi entre les gens qui s'impliquent au national.

Les consultations des associations au niveau du matériel d'information et de sa distribution ont été plutôt sporadiques. Il y a eu un manque de suivi auprès des associations ne nous permettant pas d'avoir une vue d'ensemble des besoins locaux et d'orienter le matériel – et le tirage – en conséquence. Mais de façon corolaire, il y a eu peu de critiques formulées de la part des militants et militantes à propos du matériel produit, sujet que l'on sait très litigieux. La communication entre le national et le local devrait être constante pour évaluer les besoins locaux.

Cela dit, la production nationale de matériel d'information ne sera jamais suffisante et il est essentiel qu'une production soit faite au local, adaptée à la situation et au discours particulier. Certaines associations ont d'ailleurs pris l'initiative de partager leurs affiches et tracts à travers la liste asse-support. Nous vous invitons d'ailleurs à nous avertir lorsque vous produisez du matériel qui pourrait être réutilisé ailleurs, afin que l'on ne dédouble pas le travail. Et n'hésitez surtout pas à nous demander un coup de main, certaines personnes n'attendent que ça pour partager leurs connaissances!

Communications

D'emblée, l'action médiatique qu'allait entreprendre l'ASSÉ pour la session d'automne 2007 (et les suivantes...) devait être clarifiée. Les débats s'étant soldés par la création du poste de *Secrétaire aux communications* avaient en effet permis d'approfondir la réflexion médiatique à l'ASSÉ. Pourtant, de nombreux aspects restaient à approfondir et à clarifier, ce qui devait être fait le plus tôt possible.

En ce sens, la rédaction d'une *Stratégie de communications* avait pour but d'approfondir la réflexion à ce sujet. Ce document fut produit, mais il n'est toujours pas terminé au moment d'écrire ces lignes, faute de temps (cette tâche étant constamment recalée en fonction d'autres priorités). Considérant que les communications sont un support à notre mobilisation, il faut comprendre qu'au sein de l'exécutif, les communications ne sont jamais prioritaires. Les problématiques qui y sont liées sont donc toujours reléguées en fin de réunion, voir non-traitées en raison des nombreux dossiers d'importance à traiter à ces moments, mais ce travail est plutôt fait en continu au quotidien.

Un plan de communication permet à tout le moins de clarifier le travail à effectuer au niveau du Conseil exécutif. Les efforts en la matière furent plutôt mis sur le document *Action médiatique au local*, visant à doter les associations étudiantes locales d'outils de formation sur la question. Ce document, plus achevé et diffusé (plusieurs formations sur le sujet eurent lieu au local), finit par diffuser un condensé de la stratégie de communication, venant sauver la mise en la matière. On peut donc conclure à ce niveau que le travail d'approfondissement et de diffusion des stratégies de communications de l'ASSÉ a été fait, bien qu'il reste à être peaufiné. La précipitation des événements et le manque de gens travaillant sur la question expliquent le fait que cette tâche ait été reléguée au second plan. La solution à cette problématique fut d'appliquer au maximum les

éléments déterminés de la stratégie de communications pour donner vie à celle-ci dans la pratique : le manque d'approfondissement et de diffusion de cette stratégie fut alors compensé par l'application de cette stratégie dans l'action médiatique quotidienne. Les résultats sont à débattre.

Pour faire un bilan sur le travail de communications effectué, il s'agit de faire un retour critique sur les sorties de presse. Les sorties estivales (annonce de la hausse, compensation des prêts et bourses) ont été mitigées, mais nous ont tout de même donné la chance de clairement placer notre discours. La rentrée et les semaines d'actions régionales ont vu se développer un discours très revendicateur et optimiste qui malheureusement ne concorda que très peu avec la réalité concrète de la mobilisation sur le terrain. Cette situation vient du fait que les communiqués étaient écrits en fonction des mandats de Congrès, qui étaient eux-mêmes peu appliqués dans les faits au niveau de la mobilisation. Des ajustements furent portés, mais l'échec de la campagne de GGI vint confirmer ce décalage avec le terrain. Ainsi, le discours médiatique collait bien à certaines réalités locales, mais paraissait totalement déconnecté d'autres situations locales : l'idée est que l'ASSÉ en général tenait un discours très mobilisateur qui fut parfois en avance sur les situations concrètes. Un cercle vicieux fut ainsi enclenché : à force de parler de GGI, les médias centraient leurs questions sur la GGI, ce qui rendit difficile de mettre l'accent sur les mobilisations à petites échelles et les détails des revendications.

On peut donc dire que le travail de communications a été solide au niveau de la préparation et en soutien aux actions. Ce travail constant permet de placer durablement le discours de l'ASSÉ dans l'espace public, mais aussi de poser l'organisation comme un acteur incontournable de l'éducation postsecondaire au niveau médiatique. Dans les faits, les médias sont maintenant intéressés à connaître les positions de l'ASSÉ sur des sujets d'actualité touchant l'éducation. Malheureusement, le travail de coordination et de mobilisation n'ayant pas toujours été au rendez-vous, les communications se virent souvent porteuses d'un message plus fort et mobilisateur que le démontrait la réalité concrète. Ce décalage problématique avec le terrain provient entre autres de la préparation détachée des communiqués, mais aussi du manque de temps généralisé. Peu de gens étaient souvent responsables d'un grand nombre de tâches organisationnelles, et le travail d'exploration sur le terrain dut souvent être sacrifié faute de temps (les communications ne sont jamais prioritaires, rappelons-le). La participation de collaborateurs et collaboratrices au travail médiatique aura permis de remédier en bonne partie à ce problème.

Cette situation fut évitée lors des trois jours de grève de la mi-novembre. En effet, les événements du début de la semaine nous poussèrent à nous adapter au niveau des communications et à réagir en conséquence dans l'espace public pour défendre la position étudiante combative et limiter les dégâts en matière de salissage médiatique. De plus, la mobilisation somme toute massive donna du poids à notre vision, ce qui nous permit de la diffuser massivement dans l'espace public. Les revendications furent aussi bien mises de l'avant, et on observe déjà bon nombre de journalistes qui semblent les connaître par cœur, signe que le message passe peu à peu.

En général, on peut toutefois dire que le bilan communicationnel de la semaine de grève est plutôt neutre : si on a été partout, on peut dire que l'on a eu autant de bonnes sorties que de sorties à oublier, bien que dans l'ensemble nous ayons au moins réussi à nous défendre et à remettre les pendules à l'heure, ce qui n'est pas rien. Malgré le fait que les revendications aient été mises de l'avant et que la manifestation a très bien sorti dans l'espace public, il faut convenir qu'une large frange de la population, lessivée par le discours mass médiatique, a perçu d'un œil négatif notre

mobilisation. Nos interventions auront à tout le moins forcé un positionnement public de Charest, ce qui montre que l'on a franchi une étape dans le rapport de force au niveau du discours. Malgré tout, beaucoup de travail reste à faire pour peaufiner nos techniques de défense contre les médias diffamants et mieux expliquer nos modes d'action au public en général assez désinformé sur la question.

Pour conclure sur ce point, on peut dire que l'ASSÉ aura réussi à bâtir un solide rapport de force au niveau du discours. Nous avons bien réagi aux attaques et avons réussi à pousser nos revendications malgré un contexte parfois peu propice au débat politique. Il est aussi à noter la démocratisation des communications au sein de l'exécutif : quatre personnes ont en effet assumé le rôle de porte-parole. De plus, nos liens avec les médias étudiants et autonomes se sont solidifiés, bien que beaucoup de travail reste à faire en la matière. À ce titre, nous manquons de liens avec les journaux étudiants collégiaux, alors que nos relations avec les médias autonomes sont bonnes, mais gagneraient à être approfondies. Ces deux manques auraient pu être comblés par la présence de gens intéressé-e-s à collaborer avec l'exécutif au niveau des communications.

À ce niveau, nous devons toutefois mentionner l'aide précieuse de Marie-Hélène Lafond, membre de l'AEMSP, qui offrit son support à l'exécutif au niveau des communications, support fort apprécié! Nous avons en effet fait le constat durant le mois de septembre qu'énormément de travail restait à faire au niveau des communications, travail que le secrétaire en poste avait de la difficulté à mener à bien complètement sans lésiner sur les tâches courantes liées à l'exécutif, qui demeuraient prioritaires en tout temps (reléguant les responsabilités aux communications en arrière plan). Cette situation problématique (le manque de travail de préparation aux communications allant miner la qualité de nos sorties et la préparation de notre stratégie générale) fut résolue lorsque Marie-Hélène se proposa d'aider l'exécutif au niveau des communications. C'est ainsi que la collaboratrice remit à jour notre liste de contacts médiatiques, prépara un dossier de communications à distribuer aux journalistes pour leur permettre de mieux comprendre l'ASSÉ, travailla à une liste de sites à surveiller, fit plusieurs *calls-médias*, en plus de commenter de manière critique les documents de réflexions produits quant au travail médiatique. Cette aide fort utile fut très appréciée; à ce titre, mentionnons aussi l'aide de François Bélanger durant la sortie contre la « compensation » des prêts et bourses, celle de Francis Ménard, pour la journée de la manifestation ainsi que le support constant d'Éric Martin. Rappelons ainsi que les gens intéressé-e-s à collaborer avec l'exécutif au niveau des communications sont toujours le bienvenu : les tâches ne manquent pas et le travail prioritaire est toujours aussi prenant!

En conclusion, on peut dire que malgré le manque d'approfondissement et de diffusion de la stratégie médiatique, celle-ci a été appliquée en fonction des forces que nous avons. La position critique radicale de l'ASSÉ mérite en effet que l'on s'arrête soigneusement sur notre façon d'agir face aux médias de masse afin de passer notre message de manière fiable, posée, et d'éviter les écueils du monde spectaculaire. Ce travail pourrait être fait avec l'aide de collaborateurs et collaboratrices intéressé-e-s, bien qu'il ne faille jamais prioriser le travail aux communications avant le travail de terrain. L'idée est de toujours veiller à ce que la stratégie médiatique soit appliquée le mieux possible, quitte à se couper de bonnes occasions médiatiques pour préserver les principes démocratiques qui nous sont chers.

De plus, la session qui se termine nous a confirmé l'importance d'être au diapason avec la situation sur le terrain : malgré le fait que les communications se basent sur les mandats de Congrès (qui sont

souvent eux aussi fort optimistes face à la réalité concrète), il est primordial de toujours viser une équivalence totale entre le discours et les actions posées sur le terrain.

La session d'automne 2007 aura à tout le moins montré que le travail de communications demeure essentiel pour compléter le travail de mobilisation et ainsi assurer la présence du discours de l'ASSÉ dans l'espace public. À cet effet, on peut dire que l'ASSÉ aura été plus présente que jamais dans l'espace public, donnant des ailes au concept de gratuité scolaire qui a enfin été remis de l'avant. Il s'agit, pour la suite des choses, de poursuivre notre travail en fonction de la stratégie de communications et de toujours lier le discours médiatisé aux positions et actions de l'ASSÉ. À ce titre, il faudra prendre une attention toute particulière pour ne pas tomber dans le panneau des médias de masse et ainsi fusionner notre pratique à leurs exigences (vedettariat politique, compression du temps de décision, spectacle de la contestation, etc.).

Perspectives

Au point où nous en sommes, les constats apportés précédemment ont été réfléchis et des mesures ont été prises pour s'assurer que les choses ne s'en aillent qu'en s'améliorant. Par contre, si nous vous les soumettons à ce moment-ci c'est que nous sommes ouverts et ouvertes à vos suggestions et conseils pour la suite des choses. Nous souhaitons en avoir en fait. L'amélioration constante du travail réalisé à l'ASSÉ est une condition essentielle à l'obtention éventuelle de gains concrets par le mouvement étudiant combatif qu'elle incarne. Les remises en questions sont donc toujours pertinentes, et elles le sont d'autant plus maintenant que la campagne de grève générale illimitée de cet automne n'a pas fonctionné. Un bon plan d'action fut mis de l'avant pour tenter de continuer l'escalade des moyens de pression et mener vers une suite à l'hiver. Les erreurs commises cet automne ne le seront pas deux fois.

Par contre, tout indique que les personnes qui s'impliqueront à l'échelon national seront moins nombreuses cet hiver par rapport à cet automne. Nous n'avons qu'à penser au Conseil exécutif qui comptera au moins une personne de moins suite à la démission de Marianita du poste de Secrétaire aux relations externes. Ensuite, il y a le Comité à la mobilisation qui perd trois de ses membres et il reste encore de très nombreux postes vacants sur l'ensemble des Comités. Cette situation n'est pas insoutenable, l'ASSÉ a déjà connu pire situation, mais elle aura à coup sûr un impact concret sur le travail réalisable. Dans cette optique, il n'y a pas des milliers de solutions, il faudra un effort encore plus soutenu de tout le monde, que ce soit au niveau national ou au niveau local pour que le plan d'action de cet hiver puisse avoir du succès.

De nombreuses possibilités sont sur la table pour cet hiver. Seulement, la réflexion de ce Congrès-ci devra se faire en considérant l'ensemble des éléments pratiques et stratégiques que nous connaissons à ce moment-ci pour prendre les meilleures décisions possible dans les circonstances.

Ce n'est qu'un début! Continuons le combat!

Solidairement,
Le Conseil exécutif

Appuis reçus pour la campagne de grève générale illimitée et les revendications de la plateforme « Pour un réinvestissement, pas n'importe comment » :

Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN (CCMM-CSN)

Comité BAILS Hochelaga-Maisonneuve

Fédération autonome du collégial (FAC)

Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec de la CSN (FNEEQ-CSN)

Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE)

Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ)

Organisation populaire des droits sociaux (OPDS)

Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal (TROVEP)

Association pour la défense des droits sociaux du Montréal-Métropolitain (ADDS-MM)

Union des travailleurs et travailleuses accidenté-e-s de Montréal (UTTAM)

Centre des femmes d'ici et d'ailleurs

Fédération des enseignantes et enseignants de cégep de la CSQ (FEC-CSQ)

Syndicat des étudiantes et étudiants employé-e-s UQAM

Association générale des étudiants de Toulouse de la Fédération syndicale étudiante (AGET-FSE)

Genr'radical

Bilan mi-annuel du Comité à la mobilisation

Par Myriam Villeneuve, Alex Desrochers et Jean-Michel Thériault, membres du Comité à la mobilisation

Le Comité à la mobilisation est un tout nouveau Comité au sein de l'ASSÉ. Récemment instauré au sein des structures de l'ASSÉ, le Comité à la mobilisation avait pour but d'être la prolongation des bras de l'exécutif, d'aider au **dynamisme** des associations membres de l'ASSÉ ainsi que les associations non-membres. Pour faire l'histoire de ce tout nouveau Comité, ce bilan sera divisé en quatre grandes parties suivies de quelques recommandations sur l'avenir du Comité à la mobilisation au sein des instances de l'ASSÉ.

Été : Qu'est-ce que le Comité à la mobilisation?

À sa création, celui-ci semblait relativement clair sur papier, mais en pratique c'était tout le contraire. Il faut d'abord mentionner qu'un nombre impressionnant de personnes désiraient se présenter sur ce tout nouveau Comité mais que dans les faits, seules deux candidatures ont été déposées. Il a été très difficile en Conseil de Coordination de définir les tâches de ce Comité. En jonglant entre la question des affiliations, des actions de rentrée et finalement de la liste ressources, dans le concret, les tâches de travail n'ont pas attendu avant de se multiplier. Le Comité à la mobilisation toujours en quête d'identité, avait un besoin de définir une fois pour toutes sa raison d'être. Une fois la liste ressources complétée, le temps était à l'organisation de la rentrée, ce qui a laissé peu de temps à la réflexion identitaire.

Rentrée : Quelle est la limite entre Comité à la mobilisation et exécutants et exécutantes?

Le Comité à la mobilisation est alors responsable d'organiser, de pair avec l'interne et l'externe, la rentrée dans les différentes associations étudiantes locales. Le but était de donner un appui considérable aux associations étudiantes locales pour faire des actions de visibilité sur les campus et ainsi apporter des nouvelles personnes à s'impliquer pour éventuellement permettre de faire lever la grève. Le Comité mobilisation au national devait permettre d'épauler les comités mobilisations au local. Pas besoin de vous rappeler l'échec de cette partie du plan d'action. Au moment de l'organisation de cette dite rentrée, la limite est mince, voire inexistante, entre être sur le Comité à la mobilisation et l'exécutif national. Organiser un dispatch dans certaines associations locales requiert des contacts avec le monde du local et un contact avec les gens du comité mobilisation. Malheureusement, la situation estivale, le manque de contacts avec le local et des conflits dus entre autres à la crise d'identité du Comité à la mobilisation, aura tout fait, sauf favoriser une rentrée dynamique.

Campagne de grève : Piano, tricots et jeux vidéo...

Deux nouvelles personnes gonflent les rangs du Comité à la mobilisation pour apporter un renouveau certain et un dynamisme. Mais le travail du Comité à la mobilisation comme il est actuellement orienté n'a rien d'un Comité charmant et motivant. Concrètement, le Comité à la mobilisation s'est chargé durant la campagne qui aurait dû mener à la grève générale à faire des téléphones, assurer un dispatch au niveau provincial et bien sûr boucher les trous par nous-mêmes. Dans ce bilan, il n'est pas question de remettre en cause l'aide de terrain que l'ASSÉ peut apporter à certaines associations étudiantes locales, mais simplement de lancer la question sur : à quel point les

associations étudiantes ne devraient-elles pas se fier uniquement sur le support de l'ASSÉ pour organiser la mobilisation? Une des forces de l'ASSÉ c'est d'avoir des associations étudiantes fortes, et dynamiques au local, et l'ASSÉ peut aider à créer ce dynamisme au local. Il est possible de transférer de la force militante d'une association plus forte vers une autre, mais il ne faudrait pas non plus en abuser pour éviter que ces associations étudiantes plus fortes, perdent justement là leur force. En ce sens, il est important de développer au local une relève et de bien la former.

Ce qui ne marche pas actuellement

Les membres du Comité ont remarqué que plusieurs points faibles venaient affecter l'efficacité de leur travail.

Premièrement, les associations locales comptent trop sur le Comité à la mobilisation pour leur mobilisation, pour élaborer leur plan de mobilisation au local et pour assurer la logistique de leur assemblée générale. Le Comité avait l'impression que les associations locales se désengageaient de certaines de leurs responsabilités en se retournant vers l'ASSÉ.

Deuxièmement, le Comité était trop bureaucratique. Non seulement nous dérangions la dynamique de travail au bureau de l'ASSÉ par notre constante présence, mais le fait d'être constamment dans le bureau nous éloignait du terrain et de ses réalités. Du même coup, allant peu ou pas sur le terrain, les gens sur le Comité saisissaient mal les réalités locales. Ce problème est aussi dû à un manque de communication entre l'exécutif de l'ASSÉ (particulièrement l'interne et l'externe) et les membres du Comité.

Un autre problème noté est que les gens que l'on appelle ne se pointent pas sur le terrain. En effet, dans plusieurs cas les militants et militantes se disaient prêts et prêtes à aller sur le terrain, mais ne se pointaient tout simplement pas dans les associations locales, et cela, sans nous avertir de leur empêchement de dernière minute. Cela produit une confusion sur les besoins réels de mobilisation et joue sur le dispatch fait par le Comité.

Un quatrième problème soulevé est que les associations locales ne se préparent pas, ou peu, à recevoir les gens de l'extérieur. Souvent, le matériel d'information n'était pas prêt. Ou encore, on n'avait pas prévu de tâches à leur attribuer. Résultat, les militants et militantes font de la mobilisation selon leur propre jugement, sans savoir les priorités locales. Cela est surtout un problème dans les associations qui n'accompagnent pas les gens venus de l'extérieur. Trop souvent, les gens au local se déchargent de leurs responsabilités en laissant les militants et militantes s'occuper de la mobilisation et n'envoient personne sur le terrain avec eux et elles.

Un dernier problème soulevé est la relation entre le Comité à la mobilisation de l'ASSÉ et l'interne et l'externe de l'ASSÉ. Comme mentionné plus haut, la division des tâches n'est pas clairement définie. De plus, la communication est souvent déficiente.

Recommandations locales

- Avoir un plan bien précis pour les militants et militantes qui viendront vous donner un coup de main.
- Accompagner les militants et militantes du national, car il n'a rien de mieux qu'une présence locale.

- Préparer du matériel d'information local.

Recommandations nationales

- Le Comité à la mobilisation devrait principalement agir en fonction de l'action et d'assurer une certaine présence sur les campus plutôt que de gérer un calendrier de mobilisation.

Recommandations globales

Nous rendant compte des différentes lacunes de l'actuel Comité à la mobilisation, nous proposons un différent système. Le Comité propose donc penser au système d'émissaire qui avait déjà été parler à l'ASSÉ, mélangé avec le jumelage d'associations.

Ce système permettrait à des gens ou des associations d'épauler l'association de leur choix que ce soit pour des raisons de proximité ou autres.

Le but serait d'assurer un suivi régulier en plus de l'interne et de l'externe, d'apporter une aide sur le terrain à la sortie des *Ultimatum*, au point culminant des plans d'action ou simplement pour une aide sur un enjeu local. Concrètement, l'émissaire aurait la responsabilité d'appeler minimalement une fois semaine l'association parrainée afin de savoir comment ça va sur le terrain et leurs besoins en mobilisation. Si l'association a besoin de gens sur le terrain, l'émissaire s'y rend et trouve des ami-e-s pour y aller avec lui ou elle. Il ou elle est aussi responsable de s'assurer de la diffusion du matériel d'information national sur le campus. Au besoin, il aide à la création et au maintien d'un comité mobilisation local.

But de parrainer une association : solidifier la base, encourager le sentiment d'appartenance à l'ASSÉ chez les associations membres ou non et assurer une relève au local.

Automne 2007 et perspectives d'avenir

Par Jean-Sébastien Ranger, membre de l'AEMSP-UQAM

La campagne de grève générale illimitée de l'automne 2007 s'est soldée par un échec. En effet, la non atteinte du plancher, dû notamment à l'accueil glacial dont a fait preuve notre campagne dans les cégeps, en témoigne. Par contre, plusieurs indices supposaient qu'une grève à l'automne était raisonnable et extrêmement souhaitable, tels que le succès de la manifestation nationale de l'ASSÉ du 29 mars, qui réussit à mobiliser environ 3 500 personnes alors que le dégel n'avait pas été annoncé (avec environ 40 000 personnes en grève cette journée), ainsi qu'une volonté de répliquer le plus tôt possible au dégel afin de montrer au gouvernement notre capacité de réplique rapide et, par le fait même, dépasser les fédérations sur la gauche et éviter la récupération de notre mouvement. La GGI aurait alors été moins populeuse qu'en 2005, mais davantage radicale et elle aurait appartenu en entièreté à la coalition de l'ASSÉ.

Quelques raisons qui ont conduit à l'échec

Bien que la campagne de GGI n'ait pas été un succès débordant en milieu universitaire, je crois que l'échec de celle-ci tient plutôt au contexte collégial. Et pourquoi? Premièrement, bien qu'historiquement les GGI se soient déroulées à l'automne (sauf en 2005), il faut tenir compte du fait que démarrer une GGI en automne au collégial peut s'avérer fort problématique. En effet, les militantes et les militants se voient accordé-e-s peu de temps pour mobiliser une population étudiante dont la moitié environ sort tout juste du secondaire. Cette partie de la population cégépienne est majoritairement apolitique et n'a, pour la plupart du temps, jamais entendu parler de nos revendications. De plus, la plupart des élections des exécutifs au collégial se tenaient cet automne, ce qui a tardé la mise en branle la campagne de GGI. Parallèlement à cela, la création, la consolidation et l'agrandissement des comités de mobilisation, absolument nécessaire en temps de campagne de GGI, n'ont bénéficié que de peu de temps pour se réaliser.

Bien qu'une réelle escalade des moyens de pression ait eu lieu lors de l'année scolaire 2006-2007, celle-ci s'est effacée des mémoires en raison de l'été et n'a tout simplement pas eu lieu pour les nouvelles et nouveaux. Ce reproche a souvent été amené et avec raison. En effet, cet automne n'a pas été le théâtre d'une montée de la pression par des actions, mais elle a surtout été caractérisée par de l'information sur les revendications et par la mobilisation pour les assemblées générales et pour la GGI. Bien que ces dernières soient nécessaires, davantage d'actions symboliques auraient été de mises. Si nous avions attendu à l'hiver, il aurait été plus facile d'aller conscientiser et mobiliser la population étudiante, puisque nous aurions bénéficié de plus de temps. Par contre, il est vrai que les menaces de récupération par les fédérations étudiantes et le Parti québécois nous invitaient à la prudence voire à la crainte face à une grève à l'hiver.

D'autre part, il faut comprendre que le contexte social en général nous est passablement défavorable. L'ASSÉ est l'une des seules organisations au Québec qui s'attaque directement aux racines idéologiques et matérielles du néolibéralisme. C'est tout à notre honneur mais il est évident que ce dernier, via ses instruments de domination (État, médias, administrations), ne nous fera pas de cadeaux. Et il ne faut pas se cacher le fait suivant : il y a présentement une montée de la droite chez la population étudiante (comme dans la population en général), surtout au niveau des cégeps, qui est notamment incarnée par le je-m'en-foutisme, par le cynisme ou par le « il-n'y-a-rien-de-

gratuit-dans-la-vie ». On parle de taxer les entreprises prospères, elles nous répondent qu'elles vont partir et que ce sera le désastre économique... Il y a donc beaucoup de mythes et de peurs à déconstruire et cela est moins facile que cela peut en avoir l'apparence. Le complexe du ou de la colonisé-e au Québec à la sauce duplessiste est encore bien présent ici et il est notamment incarné par la montée de l'ADQ, de la xénophobie et d'une soumission passive envers les dogmes économistes.

Finalement, il ne faut pas oublier une chose essentielle : la population étudiante, bien qu'elle partage certains intérêts communs, n'est pas homogène. En effet, les différentes classes sociales de la société s'y côtoient et, pour la frange aisée de notre groupe social, perdre son temps à revendiquer un accès démocratique et donc gratuit à l'éducation n'est pas une priorité. Leur priorité est plutôt de faire fructifier leur capital économique et social le plus rapidement possible afin de devenir les têtes dirigeantes de notre société. De plus, la composition sociologique des cégépiens et des cégépiennes tend à se modifier : il y a de moins en moins de gens inscrits dans des programmes préuniversitaires (formation générale... que l'ADQ veut abolir) et de plus en plus de gens inscrits dans des programmes de techniques. Ces dernières personnes ne fréquenteront pas, pour la plupart d'entre elles, l'université. N'oublions pas que la population cégépienne jouit d'une quasi-gratuité scolaire et que la plupart de ses membres vivent chez leurs parents banlieusards et banlieusardes (dont un grand nombre paye les études et le reste). Nos revendications de grève ne les touchaient pas directement et cela s'est fait sentir. Et avec le climat d'apathie et d'atomisation sociale actuel, il ne fallait pas trop compter sur la solidarité et l'esprit de révolte spontanée-s de la population cégépienne pour se soulever aux côtés de l'UQAM et de quelques modules universitaires éparpillés.

L'échec et la division

Suite aux premiers revers en assemblées générales de la GGI, le climat a semblé se détériorer à l'intérieur de notre organisation nationale. En effet, des divisions se sont manifestées au niveau de la poursuite ou non de la campagne et, par la suite, d'une remise en question de notre principale revendication (même si officiellement toutes les revendications sont égales...) : la gratuité scolaire. Lors des Congrès, nous avons pu voir les deux extrêmes : des associations étudiantes ayant des mandats positifs être excessivement conservatrices (et cela n'allant pas toujours dans le sens des mandats d'assemblées générales) et d'autre part des associations étudiantes débordantes d'optimistes (et quelque peu déconnectées de leur base) ayant perdu leur pari amèrement. Bien sur, beaucoup (en fait la majorité d'entre elles nous croyons) d'associations étudiantes ont défendu des positions en Congrès qui reflétaient leurs mandats d'assemblée générale et la situation réelle sur leur campus. C'est, d'un point de vue démocratique, tout à leur honneur.

Il semble que le rôle de délégué-e en Congrès doit être davantage expliqué. Le Congrès n'est pas une tribune libre où nos opinions personnelles (quelques fois frôlant le fantasme militant) doivent être mises de l'avant mais plutôt un lieu où les orientations des différentes assemblées générales sont amenées et débattues. Ainsi, il est arrivé à des délégué-e-s provenant d'associations étudiantes en difficulté de défendre des positions qui allaient à l'encontre de leur opinion personnelle. C'est la bonne attitude à avoir : nous ne sommes pas des député-e-s mais des délégué-e-s défendant des positions (surtout celles idéologiques) prises en assemblées générales. Point final. Autre effet pervers de l'échec de notre campagne de GGI : une certaine division s'est installée chez certains exécutifs ou CA d'associations étudiantes (dont l'AEMSP entre autres). Si ces conflits sont d'ordre politique et idéologique (et non personnels), il faut les régler en assemblée générale et y accepter le verdict.

La Renaissance et la réunion

La semaine de grève dans cinq des sept facultés de l'UQAM ainsi que les 1, 2 ou 3 jours de grève de plusieurs associations cégépiennes et universitaires ont remis le mouvement étudiant combatif sur les rails. Je ne veux pas faire ici un bilan précis de cette période, mais une constatation s'impose : le débat (même s'il a été perverti par les médias bourgeois) sur l'accessibilité et la qualité de l'éducation fut porté à un certain niveau à l'avant-plan. Maintenant, certaines franges de « l'opinion publique » savent que des militantes et militants du mouvement étudiant sont prêtes et prêts à mettre leur intégrité physique en jeu pour ces enjeux cruciaux au-delà du fameux « pot, alcool et grabuge » médiatique. C'est une demi-victoire tout de même! Il s'agit maintenant de profiter de ce « momentum » afin de préparer la grève générale illimitée au niveau national pour cet hiver. Deux défis majeurs nous attendent en cette fin de session automnale : maintenir la pression et le débat public (l'action du 29 novembre s'inscrivant bien dans ce cadre) et mobiliser la population cégépienne. Ce dernier élément est nécessaire pour assurer une GGI nationale à l'hiver et ne pas tomber dans le piège du corporatisme local uqamien qui n'ébranlerait en rien le règne du néolibéralisme en éducation, mais qui résulterait en un petit compromis à la saveur des murs bruns du pavillon Hubert-Aquin.

Le plan pour cet hiver doit être donc axé sur une contestation nationale du dégel des frais de scolarité et autres pourritures visant à exclure les plus démunis d'une éducation de qualité ou visant à marchandiser cette dernière. Bien que certaines associations uqamiennes aient un mandat ou une volonté de déclencher la GGI 2 semaines après la rentrée des cours, il m'apparaît nécessaire de reporter le déclenchement de celle-ci après 4 semaines afin de ne pas nous essouffler trop rapidement et d'attendre nos camarades cégépiennes et cégépiens. En effet, la rentrée dans la plupart des cégeps débute 2 semaines après celle des universités, alors il faut que les associations étudiantes cégépiennes aient le temps de mettre en branle la campagne (pendant environ 3 à 4 semaines). Oui, les associations universitaires confiantes devraient partir en premières et ainsi créer un « momentum » pour les cégeps, mais il ne faut pas tuer dans l'œuf la GGI nationale.

L'Afghanistan : Une nouvelle revendication serait-elle nécessaire?

En raison du fait qu'il n'y aura pas d'AG de l'AEMSP avant le Congrès, cette proposition tombe un peu dans le vide...

C'est une question que nous devons nous poser. Comme nous le savons toutes et tous, le néolibéralisme est un système puissant et présent dans la plupart des secteurs sociétaux. Ainsi, combattre ce dernier en éducation seulement est un combat pratiquement voué à l'échec, ou à tout le moins, à de faibles gains. De plus, nos revendications ont peu d'ancrage dans la population en général, puisque cette dernière les considère comme étant corporatistes. Bien que la gratuité scolaire soit bien évidemment partie prenante d'un projet de société, elle ne peut constituer à elle seule ce projet sociétal. Bien que la revendication d'abolir la loi 43 visait à briser le corporatisme étudiant en s'attaquant à l'autoritarisme de l'État et à ainsi pouvoir peut-être rallier les syndicats à notre cause, force est de constater qu'elle n'a pas eu l'effet escompté. Loin de vouloir enlever cette revendication de notre plate-forme de revendications, il s'agit maintenant de mieux la promouvoir et aussi nous doter d'une revendication qui pourrait mobiliser une grande partie de la population.

L'une des principales facettes du néolibéralisme est bien sûr la machine de guerre sur laquelle il repose. Ainsi, l'engagement militaire de l'impérialisme canadien en Afghanistan procure beaucoup

d'argent aux industries de l'armement proche du gouvernement et assoiffé les programmes sociaux. Pourquoi donc ne pas avoir comme revendication lors de notre prochaine campagne de grève le retrait immédiat des troupes canadiennes d'Afghanistan? Cette guerre est très impopulaire au Québec et plusieurs organisations progressistes (dont des associations membres de l'ASSÉ) ont des positions contre cette guerre. En lançant le débat, nous pourrions, par le fait même, dénoncer sur la place publique les sommes extravagantes consacrées à cette invasion impérialiste et réclamer un réel réinvestissement dans les programmes sociaux, dont l'éducation. À la fin des années 1960, le mouvement étudiant états-unien avait entrepris des campagnes contre la guerre du Viet Nam et celles-ci furent un des points de départ de l'ébullition sociale qui caractérisa cette société à l'époque. Ne nous le cachons pas : même si le gouvernement promet de sortir ses troupes d'Afghanistan en janvier 2009, il ne le fera pas et l'Afghanistan deviendra probablement le Viet Nam canadien, un borbier semblable à l'Irak.

Les sceptiques me répondront que nous ne disposons pas de suffisamment de temps pour amener cette revendication. C'est vrai, peu de temps s'offre à nous. Par contre, plusieurs associations étudiantes ont déjà des positions s'approchant de cette revendication et il faut miser sur l'impopularité naturelle de cette guerre (et de toute guerre généralement) au Québec. Avec une revendication comme celle-ci, nous pourrions alors nous attaquer au gouvernement fédéral, un joueur majeur (davantage que le provincial même) dans la structure néolibérale. Nous pourrions alors mettre en branle des moyens de pression qui viseront les institutions fédérales. Bien sûr, il y a risque d'éparpillement durant la grève. C'est pourquoi il nous faudra construire des alliances avec des organisations opposées à la guerre impérialiste contre l'Afghanistan et surtout créer des liens avec les associations étudiantes canadiennes-anglaises. Dans cette optique, nous devons porter sur la place publique le projet de société qui nous anime et le défendre en solidarité avec d'autres organisations progressistes.

Le prochain Congrès de l'ASSÉ sera décisif à plusieurs niveaux : tant au point de vue des revendications, du plan d'action, des leçons tirées de cet automne et de l'avenir du mouvement en général. En effet, ce Congrès déterminera si nous lançons une campagne de GGI cet hiver. Dans cette optique, il est nécessaire que les différentes associations étudiantes puissent être en mesure de bien juger de l'état actuel de la situation chez elles et en offrir au Congrès le portrait le plus fidèle possible. Ainsi, souhaitons qu'il y ait une large mobilisation cet hiver contestant la dérive marchande de notre éducation. L'OTAN a prédit une montée des luttes sociales en cette première moitié du 20^e siècle! Et bien, faisons en sorte qu'elle ne se trompe pas!

Bilan mi-annuel du CRAALLL

Par Raphaël Turbide, ex-coordonnateur du CRAALLL

Trouver un qualificatif pour caractériser le Conseil régional Avant-gardiste de l'ASSÉ des Laurentides, de Lanaudière et de Laval (désigné par son acronyme CRAALLL jusqu'à la fin de ce texte) et son fonctionnement lors de la session d'automne s'avère une entreprise ardue. Bien que ce texte mettra l'accent sur les points à améliorer, il ne faut pas perdre de vue que le CRAALLL semble progresser sur bien des aspects et que, par conséquent, il est impossible de parler de manière tranchée de « succès » ou « d'échec ».

Soulignons d'abord que l'auteur de ces lignes, malgré son ancien titre de co-coordo du CRAALLL, ne prétend aucunement « représenter » une vision et une interprétation unanime du CRAALLL par ses membres. En ce sens, je vous invite fortement à communiquer avec les associations membres du CRAALLL pour obtenir leurs commentaires et leur vision des choses.

1. Résumé de la session

La première réunion du CRAALLL à obtenir quorum fut celle du 29 août 2007, à la troisième tentative en trois semaines. Lors de ce CRAALLL, je fus élu en tant que coordonnateur du conseil. Ma priorité à partir de ce moment fut d'assurer la mise en application du mandat du Congrès annuel des 28 et 29 avril 2007 qui demandait aux Conseils Régionaux d'organiser des semaines d'action régionales pour dynamiser la rentrée et préparer l'escalade vers la grève. Le CRAALLL ayant décidé en juin de tenir sa semaine d'action du 10 au 14 septembre, nous avons tenté de respecter ce mandat. Force est d'admettre que le résultat fut lamentable : aucune action n'a eu lieu, la seule ayant presque eu lieu (occupation du bureau de comté de Michelle Courchesne) s'est soldée par le néant en termes d'action et un gros ressentiment au sein du CRAALLL quant au « foirage » de l'action, initialement attribué en grande partie à votre humble serviteur.

Suite à cette action manquée, une réunion spéciale du CRAALLL fut convoquée, au cours de laquelle il fut voté que le CRAALLL se dote d'une nouvelle structure : le ComComCRAALLL. Le Comité de communication du CRAALLL est composé d'un représentant ou d'une représentante de chaque association, chargé-e de recevoir et transmettre toute l'information relative au CRAALLL à leur association. Aussi, un co-coordonnateur fut nommé pour m'aider dans ma tâche.

À partir de ce moment, les réunions du CRAALLL se tinrent régulièrement (1 fois par semaine), et ce, jusqu'à la fin du mois d'octobre. Notons que les réunions du CRAALLL à partir de ce moment ont servi surtout de lieu d'échange d'idées et d'informations entre les associations membres.

L'échec de la campagne de grève générale illimitée et les problèmes majeurs de mobilisation dans certaines associations membres auront raison de cette fréquence des réunions. La dernière réunion du CRAALLL a eu lieu mardi le 27 novembre et ce devrait être la dernière avant la session d'hiver.

2. Organisation

Le CRAALLL a souffert tout au long de la session de certains problèmes logistiques qui ont grandement nui à sa cohésion et sa capacité à devenir une instance combative et efficace. Le premier est la distance entre les associations, problème par excellence des associations dites de

région. Le cas de Joliette au sein du CRAALLL est probant : l'externe du REECJL n'ayant pas d'auto à sa disposition et le réseau d'autobus de l'AMT ne desservant pas Joliette, les seules réunions où le REECJL fut représenté furent celles où l'externe bénéficiait d'un lift fourni par la coordination ou bien celle qui s'est tenue au Cégep de Joliette. Notons aussi des retards chroniques aux réunions de la part de bien des délégations d'associations (sans parler d'un certain co-coordonnateur, très mauvais exemple en la matière) et vous comprendrez que le fait d'assister à une réunion du CRAALLL peut devenir une corvée beaucoup plus éreintante que celle, par exemple, d'assister à une réunion du CRAM (métro power).

À un niveau plus personnel, j'aimerais souligner un problème que j'ai vécu tout au long de mon mandat : le sentiment d'être déconnecté de la réalité des assos dont je suis supposé de coordonner les échanges. Beaucoup de contacts entre les associations membres du CRAALLL, principalement les plus impliquées et combatives (je pense ici surtout à Lionel-Groulx, Saint-Jérôme et le comité de mob de Terrebonne) se font informellement, sans que l'intermédiaire du CRAALLL soit nécessaire. Étant étudiant à Montmorency (et passablement déconnecté de la réalité de mon association locale, c'est une longue histoire...) je ne me suis pas vraiment senti impliqué dans ces tractations informelles. Il en a résulté une certaine apathie de ma part et une volonté de laisser les associations locales faire leurs propres choix sans jamais rien proposer. Le problème est que les associations locales n'ont apporté que très peu de propositions en réunion du CRAALLL; propositions qui en fait ont concerné essentiellement le soutien à la mobilisation dans les associations locales et non l'organisation d'actions régionales. Comment travailler une situation où je sens un besoin d'amener des propositions, mais dont je sais d'avance que mes propositions, déconnectées de la réalité des associations, risquent à 75 % de ne rien donner? Au-delà de mon problème « personnel », j'imagine que ces questions peuvent être posées par tous ceux et celles qui seront amené-e-s à coordonner des Conseils Régionaux.

Aussi, il faut évoquer certains problèmes quant à l'aspect formel du Conseil Régional. L'informalité des rapports entre les associations membres du CRAALLL que j'ai évoquée plus haut est à la fois un atout et un problème. Un atout, puisque les associations semblent être capables de communiquer entre elles autrement que dans le cadre des réunions du CRAALLL. Cela démontre un potentiel certain d'organisation. De plus, n'oublions pas que cette informalité est pour certains un facteur important d'implication, puisque les formalités et les procédures ont un aspect parfois rebutant qui, chez certaines personnes, influe négativement sur la participation aux réunions. Mais ces procédures s'avèrent essentielles pour donner un semblant de légitimité et de cohérence aux réunions du CRAALLL. À ce niveau, je crois qu'il existe un certain manque de connaissance chez les membres du CRAALLL du Chapitre 4 des Statuts et règlements de l'ASSÉ (le chapitre sur les Conseils Régionaux) ainsi que des procédures de réunion en général, sans oublier la rédaction et la mise en forme de procès-verbaux. Soulignons aussi une certaine ignorance du rôle des Conseils Régionaux notamment lors des Conseils de Coordination.

3. La grève

Une grande disparité des situations locales au sein du CRAALLL ne doit pas nous empêcher de signaler qu'en gros la campagne de GGI au sein du CRAALLL fut un échec. Je crois que le premier facteur à considérer est un manque d'appropriation du désir de GGI par un nombre suffisant de gens dans la plupart des associations locales. Il ne faut pas non plus oublier la présence d'éléments réactionnaires organisés qui ont su profiter de la faiblesse des comités mob.

À plus long terme, la perspective de voir les associations membres du CRAALLL parmi les associations de première ligne pour une GGI cet hiver semble irréaliste. Présentement, un travail de valorisation à la fois de l'ASSÉ et du militantisme en général est à prioriser. Notons la fragilité de certaines affiliations à l'ASSÉ (Saint-Jérôme) due en bonne partie à l'absence d'un nombre suffisant de gens mobilisé-e-s et au courant du discours et des revendications de l'ASSÉ.

En tant que lieu d'échange d'infos, je crois cependant pouvoir dire que le CRAALLL devient de plus en plus efficace : de nouvelles associations (L'Assomption, Mont-Laurier) sont entrées en contact avec nous alors que des associations comme Terrebonne ont grandement bénéficié des contacts accrus avec le CRAALLL et l'ASSÉ, en témoigne le mandat de grève que l'association a obtenu pour les journées des 14-15 et 16 novembre.

4. Conception du CRAALLL

À quoi sert le CRAALLL? Présentement, je crois que la réponse est, pour le gros des gens qui assistent aux réunions : un forum d'échange d'idées, d'informations et de contacts. Le CRAALLL n'a pas vraiment d'existence par ses actions régionales : il est davantage un support à la mobilisation et aux actions locales. Est-ce bien ou mal? Est-ce possible d'envisager un CRAALLL « puissant » soudé en un seul bloc faisant des actions régionales soutenues par la plupart des associations membres et ayant un écho à la base de ces associations membres? Je suis dans l'incapacité de répondre fermement à ces questions essentielles. Présentement, je penche vers une réponse négative à la deuxième question, et une réponse positive à la première. La réalité de notre région, sans grand point de ralliement (un centre urbain significatif pour la région), nous force à nous concentrer sur la réalisation d'actions locales (et non régionales). Je ne crois pas que le CRAALLL puisse être beaucoup plus que ce forum précédemment évoqué. Et donc, je crois qu'il est difficile d'exiger de la part de ce Conseil Régional l'application d'un plan d'action national pensé en fonction des Conseils Régionaux comme le CRAM (Montréal). Ceci étant dit, je ne crois pas que ce soit impossible, mais les circonstances actuelles me poussent à la modestie dans mon évaluation.

5. Recommandations au CRAALLL

Garder la structure du ComComCRAALLL. Avouons d'emblée que le ComComCRAALLL n'est rien de vraiment concret. En fait, c'est un nom donné à ce que devrait logiquement être le fonctionnement d'un Conseil Régional type, soit des gens délégué-e-s de chaque association qui systématiquement fait circuler l'information. Je recommande cependant de garder ce genre de structure, car cela peut éventuellement fortifier chez les délégué-e-s d'associations locales leur sentiment de responsabilité dans la diffusion de l'info et la présence aux réunions.

Envisager un système de transport pour tenir les réunions. Les réunions du CRAALLL les plus populeuses furent celles où votre humble serviteur, après avoir loué un char, offrait le lift à la majorité des personnes présentes à la réunion (ce qui implique 4-5 heures de char par réunion...). J'en déduis qu'un besoin serait comblé avec l'organisation systématique d'un transport en commun; il faudrait juste fixer les modalités financières de la chose.

Encourager au maximum chez les membres du CRAALLL la participation mutuelle aux actions, aux activités de mobilisation et aux assemblées générales. Malgré certains efforts en ce sens, la « solidarité intra-CRAALLL » demeure embryonnaire et entretenue plus par vœu pieux que par une

réelle habitude d'organisation et de fonctionnement. Je crois que c'est là l'utilité première du Conseil Régional et le travail en ce sens doit être constant.

6. Recommandations à l'ASSÉ

Que le Congrès ne donne pas aux Conseils Régionaux des mandats uniformes sans tenir compte de la réalité de chaque Conseil. Les Conseils Régionaux devraient selon moi avoir la possibilité de définir par eux-mêmes quel est leur rôle pour les associations qui en sont membres. Non pas que l'ASSÉ ne définisse pas pourquoi elle crée des Conseils Régionaux, mais plutôt que les Conseils Régionaux n'aient pas à remplir des mandats qui ne sont pas adaptés à leur structure. Le CRAALLL n'est pas vraiment en mesure d'organiser des actions régionales significatives (ce qui ne veut pas dire que les associations membres du CRAALLL ne sont pas capables de se déplacer chez leurs voisins pour soutenir d'éventuelles actions locales de ces derniers).

Qu'une formation « Conseils Régionaux » soit élaborée. Que cette formation soit axée sur 1 : Le rôle des Conseils Régionaux dans la structure de l'ASSÉ et sur 2 : La coordination d'un Conseil Régional. En plus de cette formation, une formation « procédures » sur les règles d'assemblée et la rédaction des procès-verbaux me semble appropriée. Que les conseils exécutifs locaux soient visés comme récipiendaires prioritaires de ces formations.

Résumé de la rencontre entre l'ASSÉ et la FEUQ du 9 novembre 2007

Présences

Katherine Boushel, Coordinatrice aux affaires fédérales et internationales de la FEUQ
Frédéric Lalande, Président du Conseil national des cycles supérieurs de la FEUQ
Jocelyn Caron, Coordonnateur aux affaires externes de la FAÉCUM
Jean-Daniel Fortin, Vice-président aux affaires externes du MAGE-UQAC
Laurence Masse, Coordonnatrice à la vie étudiante du SECMV
Éloï Bureau, Président de l'AEMSS-UQO
Hubert Gendron-Blais, Secrétaire aux communications de l'ASSÉ
Marie-Eve Ruel, Secrétaire aux affaires académiques de l'ASSÉ

Ordre du jour

1. Retour sur la campagne de l'automne
2. Perspectives pour la campagne de l'hiver 2008

N.B. Il s'agissait d'un ordre du jour très informel. Les discussions sont plutôt allées d'un sujet à un autre sans ton formel laissant place à des discussions plus libres, moins encadrées.

Retour sur la campagne de l'automne

D'abord, les représentantes et représentants de l'ASSÉ ont demandé des éclaircissements sur les tentatives de sabotage de campagne de grève générale illimitée sur certains campus, entre autres, à l'Université du Québec en Outaouais avec le « plan UQO ». À ce moment-là, il nous a été confirmé que ce fameux « plan UQO » et les autres supposées campagnes de sabotage ne venaient en aucun point de la FEUQ en tant qu'organisation, qu'il s'agissait plutôt d'une initiative entièrement personnelle d'un exécutant de la FEUQ pour ce qui est du « plan UQO ». S'en sont suivi des discussions concernant la différence à faire entre une organisation nationale et ses membres. Plusieurs considérations furent émises sur le traitement médiatique de la division dans le mouvement étudiant qui occulte parfois les revendications respectives de chaque organisation. Les représentants des associations membres de la FEUQ ont exprimé à quelques reprises leur désarroi face à l'échec du mouvement de grève à l'automne.

Perspectives pour la campagne de l'hiver 2008

D'entrée de jeu, la question de la récupération pour la prochaine session a été mise sur la table. Pour certains et certaines, la façon d'éviter une récupération semblable à celle vécue en 2005 était de faire front commun et d'organiser des actions communes. Pour d'autres, certaines expériences historiques poussent plusieurs associations étudiantes à rester méfiantes quant aux fédérations étudiantes et à une éventuelle collaboration entre les deux organisations. L'aspect de la confiance a été mentionné à plusieurs reprises; il faudra, pour certaines associations étudiantes, du temps et des actions concrètes leur permettant de faire confiance aux fédérations étudiantes à nouveau. Les

représentants et la représentante de la FEUQ ont insisté sur l'importance de mener une lutte commune cet hiver si nous voulions avoir des chances de vaincre le dégel des frais de scolarité imposé par le gouvernement Charest. Ils ont aussi mentionné qu'il est rare, sinon rarissime, que les communications émanant de la FEUQ visent spécifiquement l'ASSÉ ou ses associations membres, ce qui n'est certes pas réciproque. Les représentantes et représentants de l'ASSÉ ont pris note des différentes considérations, mais ne se sont pas avancé-e-s avec une position claire puisqu'ils et elles n'en n'avaient pas le mandat et considéraient que l'exécutif de l'ASSÉ avait, suite à cette rencontre, le devoir de ramener le plus de considérations possible au Congrès sans avoir préalablement pris position sur cette question politique qui relève uniquement des associations étudiantes membres.

N.B. Suite à plusieurs discussions, il a été jugé nécessaire d'inclure que le plan UQO venait bel et bien d'un exécutant de la FEUQ à titre individuel. Cette donnée ne confirme pas que ce plan venait de la FEUQ en tant qu'organisation, mais considérant qu'il nous a été confirmé lors de cette rencontre qu'il s'agissait d'un membre de l'exécutif, nous avons décidé de l'intégrer au résumé de la rencontre malgré le désir de la FEUQ d'affirmer qu'il s'agissait seulement « d'un membre de la FEUQ à titre individuel ». Ne voulant pas assumer ces propos, les signatures du représentant et de la représentante de la FEUQ ont été retirées en date du 29 novembre.

Hubert Gendron-Blais
Secrétaire aux communications de l'ASSÉ

Marie-Eve Ruel
Secrétaire aux affaires académiques de l'ASSÉ

Bilan du Comité journal session d'automne 2007

Par Chloé Domingue-B. et Julien Vadeboncoeur, membres du Comité journal

Comme la grande majorité des instances et Comités de l'ASSÉ, le Comité journal joui d'une popularité sans pareille en cette session de campagne de grève automnale. Les effectifs fonctionnent à plein régime, on se bouscule à la tâche! Il serait agréable de pouvoir tenir de tels propos sans ironie, toutefois seules deux places sont comblées sur le Comité sur une possibilité de cinq, avis aux intéressé-e-s!

Mandats

Dans les mandats réalisés du Comité comptons les parutions de l'*Ultimatum express* de grève, de celui pour la manifestation du 15 novembre dernier ainsi qu'un *Ultimatum urbain*.

Nous devons nous concentrer pour la session d'hiver sur la parution d'un *Ultimatum* dès la première journée de la session universitaire, sur la possibilité de répondre à la demande d'un *Ultimatum express* par semaine si grève générale il y a, et sur l'amélioration de la distribution de nos produits! Distribution urbaine, abonnement comme source de revenus intéressante et les différentes avenues de commercialisation de cet outil hautement médiatisé qu'est le journal *Ultimatum*, qui a à son actif une page couverture de *La Presse* du samedi! Qui peut en dire autant! (sic)

Forces, faiblesses et controverses!

Le journal n'a pas été exempt de critique cette dernière session, processus très sain étant donné l'importance de cet outil pour promouvoir nos revendications. L'*Ultimatum express* de grève a été qualifié de corporatiste par certains et certaines. Le débat est pertinent, mais il concerne sans aucun doute toutes les instances de l'ASSÉ, voire l'ensemble du mouvement étudiant. Le présent bilan soulève tout de même la problématique, mais ne conclura rien sur cette question plutôt épineuse.

La série d'*Ultimatum express* de grève a été mise sur la glace étant donné les circonstances. Il faut toutefois rester aux aguets, garder à l'esprit les fonctionnements possibles et démarches à prévoir dans une perspective de grève générale à l'hiver. Avis aux intéressé-e-s à travailler à l'élaboration d'un plan de travail concret à cet effet.

Nous avons reçu d'excellents commentaires sur l'*Ultimatum* de la manif du 15 novembre. Une des forces du Comité journal actuel et de ses collaborateurs et collaboratrices, consiste à travailler efficacement sous pression, pour offrir un contenu de qualité. Nous sommes allés chercher des collaborateurs et collaboratrices diversifié-e-s et avons composé avec de courts délais. Toutefois, la petitesse du Comité (deux personnes!) engendre un laisser-aller au niveau du suivi et de la communication avec l'exécutif. La sous utilisation du forum interne, le manque de procès-verbaux (sic) créent des quiproquos nuisibles au fonctionnement et peuvent attiser des tensions. C'est sur cette trame de fond que le débat sur la rémunération des collaborateurs et collaboratrice s'est animé. Il s'agit d'une question qui concerne toutes les tâches exigeantes déléguées au sein de l'ASSÉ. En effet, le Comité journal a pris l'initiative de rémunérer à titre professionnel un collaborateur, voyant

le court délai qui filait à vive allure. L'initiative prise par le Comité fut réprimandée dû à la non-légitimité d'une telle dépense sans passer par des instances décisionnelles. Toutefois, le débat de la rémunération et de l'escalade dangereuse de précédents qu'elle peut entraîner est fort mitigé. Plusieurs paramètres doivent être pris en considération lorsque la décision de rémunérer un militant ou une militante est prise. Certains et certaines s'y objectent peu importe les circonstances exprimant l'inégalité engendrée par de telles pratiques. D'autres ne s'opposent pas à la chose en tant que telle. Que diriez-vous de former un comité ad hoc sur la question!? Mais non tout de même! Il s'agit simplement de réfléchir à la question peut-être dans l'objectif de se doter d'une politique un tantinet plus claire sur la question, à moins que nous décidions que nager dans le cas par cas est suffisant pour l'instant.

Notons finalement que la grande lacune du Comité est la dynamique de la distribution. En effet, dans l'optique qu'un matériel intéressant et coûteux par-dessus le marché, croupi au bureau, il faut s'organiser pour le distribuer davantage que dans nos associations parfois saturées de matériel. Des efforts devront être orientés vers une distribution urbaine ainsi que vers le développement de contacts avec différents pôles d'informations (bibliothèques, tabagies, etc.).

Instances et bureaucratie

La faiblesse des suivis et le manque de communication ne sont pas étrangers à l'impopularité qui caractérise le Conseil de Coordination (alias CoCo). En effet, cette instance se voit désertée, situation qui ne risque guère de se redresser étant donné l'absence d'un ou une Secrétaire général-e-à sa barre. Cette situation suscite de nombreux questionnements. Devrait-on annihiler le CoCo et tout simplement garder le forum interne comme espace de débats et de réflexions?! Même si le quorum est difficilement atteint, certains et certaines s'y présentent régulièrement, peut-être pourrait-on ainsi utiliser cet espace pour faciliter les suivis et y faire un travail de débroussaillage, des réflexions et des recommandations concrètes (plus pertinentes que sur un forum), sans garder le statut d'une instance décisionnelle? Dans tous les cas, cette situation pose deux grands problèmes, celui du suivi avec les Comités et des tâches et décisions qui incombent désormais à l'exec. Dans le cas premier, un effort particulier devra être mis de l'avant par les Comités (dont le Comité journal!) pour fournir des comptes-rendus hebdomadaires de leurs activités. Toutefois, en ce qui concerne la seconde problématique, je ne vois pas de solution miracle. Étant donné la nécessité incessante d'avancer, il est fort dommageable pour le fonctionnement démocratique de notre organisation, de centraliser ainsi, par dépit, nos décisions. Comme trame de fond évidente du problème, notons le désengagement évident au sein des instances nationales.

Avis aux intéressé-e-s il reste encore trois places vides sur le Comité journal. Tout compte fait, nous ne sommes pas si en reste que ça, nous serions selon mes calculs invraisemblablement le Comité le plus peuplé présentement!

Résumé des mandats et suivi des opérations du CRAM

Par Jessyka Boulanger et David Tremblay, coordonnatrice et coordonnateur du Conseil Régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM)

Pour simplifier l'automne 2007, nous pouvons dire qu'une première étape (juin-septembre), fut la planification de la rentrée et de la campagne de grève générale illimitée. Durant l'été, quelques mobs urbaines furent organisées avec une portée très limitée. Le CRAM s'est davantage concentré sur la rentrée et l'échange des actions qui y seront rattachés au point de vue local; mobilisation, bannière, formations. Plusieurs positions concernant le matériel d'information furent prises et transmises au Conseil de Coordination. Plusieurs débats internes sous forme de plénières, furent également faits sur les questions de coalition et de perspective de la GGI. Le CRAM fut également chargé d'organiser la semaine d'actions régionales de précampagne, pour la grève. Ce mandat fut relégué à un comité, qui fut à notre avis peu productif en termes d'organisation. Toutefois, avec l'aide de quelques collaborateurs et collaboratrices et de MOB-UQAM, la semaine eu quand même lieu. Même si la planification ne fut pas aussi importante que certains et certaines l'avaient voulu, une manifestation de trois à quatre cents personnes a eu lieu et une mobilisation intense suivie d'actions locales fut également réalisée. Sur la question de la lutte sociale, le CRAM a pris position pour appuyer la TROVEP et leur revendication de tarification sociale du transport en commun; UNITE-HERE et leur lutte syndicale. Mais, ces appuis se sont souvent limités que par un appui moral.

La seconde étape (septembre-octobre) fut la coordination des assemblées générales et des votes de grève. Le CRAM fut le lieu de plusieurs débats entourant ceux-ci, les associations étudiantes ont ainsi pu connaître la situation locale des autres associations. Un coup de main fut organisé pour la mobilisation dans les cégeps, avec MOB-ASSÉ et MOB-UQAM. Sur ce point, nous aimerions noter que nous avons pu remarquer une certaine fatigue lors de cette période, de la part des représentants et représentantes, il existait un manque d'enthousiasme marqué, qui est tout à fait normal puisqu'un certain épuisement et une déception des votes négatifs ont beaucoup joué sur l'énergie des membres. Sur le plan des luttes sociales, le discours fut davantage cerné sur la campagne, mais un fort souci fut porté à Concordia pour la reconnaissance des droits démocratiques des étudiants et des étudiantes. Sur la question féminine, quelques débats ont eu lieu, même s'il y avait un certain enthousiasme à poursuivre cette lutte, la transposition dans l'action fut limitée à quelques retours sur la création de comité femmes au local et un retour sur les points femmes en Congrès.

Finalement, (octobre-novembre) le suivi du mandat d'organisation d'une journée étude famille pour la journée d'Halloween ne fut pas pleinement effectué, le temps a manqué, seules quelques actions locales furent annoncées (une manifestation de zombie et un kiosque de l'AEMSP) et une planification de mob-volante par le CRAM. Le retour et la planification de la semaine de grève uqamienne et des journées d'actions nationales ont apporté plus d'enthousiasme. Toutefois, lors cette période, le CRAM a effectué deux réunions (les deux dernières) qui ne furent pas officielles et elles n'ont pas été consignées par des procès-verbaux. Cette décision fut prise parce que le CRAM n'avait pas quorum et qu'aucune décision formelle ne fut prise. Elles ont toutefois permis de mieux cerner la situation et de permettre un partage d'information sur la planification d'action.

Appel de textes sur la démocratie à l'ASSÉ

La démocratie fait partie de ces grands principes qui semblent aller de soi et, de ce fait, sur lesquels les gens s'abstiennent généralement de réfléchir et de discuter. Cependant, il existe de multiples façons d'appliquer la démocratie et probablement autant de manières de l'interpréter qu'il y a de personne sur cette planète. L'ASSÉ est une organisation qui a construit ses bases à partir d'une certaine vision démocratique du syndicalisme étudiant. Pourtant, lors des Congrès de l'année 2007 plusieurs problèmes furent rencontrés et soulevés à divers niveaux, tant par les délégué-e-s en Congrès que par certains militants et certaines militantes gravitant autour de l'organisation. À l'origine, ces critiques émanent entre autres du Congrès du 7 avril au Collège Bois-de-Boulogne et se perpétuent dans les discussions plutôt informelles de l'été sur la mise en place d'une coalition de grève autour de l'ASSÉ et les trois Congrès de l'automne n'y firent pas non plus exception. Cet appel de textes mis de l'avant en Conseil de Coordination au printemps dernier voit donc sa pertinence d'autant plus renouvelée maintenant que l'ASSÉ doit remettre en question plusieurs de ses orientations pour la suite des choses.

Dans cette optique, l'appel de textes vise à recueillir les avis le plus largement possible sur la démocratie à l'ASSÉ. Plus précisément, les problématiques ciblées sont au nombre de trois. Premièrement, il faut se questionner sur le rôle des diverses instances afin d'utiliser le plus efficacement possible le temps imparti aux discussions et débats lors de chacune d'elles. Par exemple, est-ce que le Congrès doit se pencher sur tous les détails techniques et logistiques que ses décisions d'orientation impliquent? Est-ce possible? Deuxièmement, quel est le rôle des délégué-e-s en Congrès? Sont-ils et elles obligatoirement tenu-e-s de suivre à la lettre leurs mandats d'assemblées générales? Jusqu'où est-il possible d'interpréter une décision d'assemblée générale? Comment peuvent-ils et elles se prononcer sans mandat d'assemblée générale? Troisièmement, en tenant compte des diverses contraintes énoncées précédemment, de quelle forme de démocratie l'ASSÉ peut-elle et doit-elle se réclamer? Peut-on vraiment parler de démocratie directe? De démocratie participative? De démocratie représentative? Ou alors serait-ce d'une formule hybride de démocratie dont il serait question à l'ASSÉ? Il s'agira ensuite de travailler afin de stimuler la construction d'une solide culture démocratique au sein de l'organisation pour que les structures de celle-ci fonctionnent à la hauteur des idéaux véhiculés tous les jours par l'ASSÉ.

Suite à l'échec de la campagne de grève générale illimitée cet automne, nous ne pouvons plus nous permettre de faire l'économie de ce débat car l'ASSÉ doit s'assurer de rendre sa structure, soit son outil principal, la plus efficace possible pour la prise de décisions et leur mise en oeuvre effective. Le respect des principes de base démocratiques de l'ASSÉ est primordial pour faire en sorte d'élargir la participation effective du plus grand nombre et ainsi augmenter nos chances de succès pour les luttes à venir.

Nous vous invitons à y participer en grand nombre et à nous confirmer votre participation afin que nous puissions assurer la diffusion et la publication de vos textes dans le cahier du Congrès.

Solidairement,
Le Conseil exécutif

Démocratie à l'ASSÉ

Par le Triumvirat de l'AÉHUM

Le contexte de la grève générale illimitée de cet automne, en particulier l'échec flagrant dans la mobilisation et la création d'un rapport de force vis-à-vis des politiques de l'État, pousse l'ASSÉ et ses membres à se questionner sur le cheminement parcouru jusque-là. L'appel de textes, qui cadre la présente analyse, pose comme questionnement principal la question de la démocratie dans les instances de l'ASSÉ, alors que ressortent clairement, dans un contexte crucial d'actions à entreprendre rapidement, les « lacunes » des méthodes en place. Trois principales questions y sont soulevées, et seront répondues dans l'ordre suivant : d'abord le rôle des délégations en Congrès; ensuite celui des diverses instances de l'ASSÉ; enfin, la nature des rapports démocratiques de l'association.

Selon les *Statuts et Règlements de l'ASSÉ*, le Congrès annuel est l'instance décisive suprême, suivie de près par les Congrès ordinaires puis extraordinaires. Ceci dit, ce lieu de rencontre entre les délégué-e-s des associations locales se veut ainsi reprendre le principe selon lequel **les associations membres agissent directement – par le biais de délégations – sur les décisions prises dans le cadre de l'ASSÉ**. La déléguée ou le délégué se retrouvent clairement ici avec un mandat de représentativité. Bref, chaque délégation doit demeurer dans le cadre des mandats qu'a son association locale. Rien n'est bien sorcier là-dedans, et tous et toutes adhèrent allègrement à ce principe de respect des démocraties locales.

Le caractère « fédératif » que donne cette représentation par délégation apporte un questionnement nécessaire sur la taille des associations, et leur poids au Congrès. En effet, les associations universitaires – comme dans le cas de l'AÉHUM – sont, la plupart du temps, de taille plus petite que les associations collégiales. Toutefois, il ne faut, à notre sens, donner plus d'importance que nécessaire aux Congrès en y allant de cette nécessité décisionnelle. Il faut ici distinguer le fait de **se concerter entre associations selon les mandats adoptés localement**, et le renvoi de l'activité politique locale au sein du Congrès de l'ASSÉ. Les prises de position et décisions que le Congrès prend ne devraient qu'être le fait d'un accord de la majorité d'associations présentes, qui abondent dans le sens voulu quant à ce que doit faire le syndicat national. Plus clairement, le principe de souveraineté des associations locales prime sur tout positionnement de l'ASSÉ. C'est ce qu'on appelle la démocratie du bas vers le haut.

Par conséquent, les délégué-e-s sont présent-e-s pour donner avant tout l'avis de leur association, étant donné qu'ils et elles sont élu-e-s dans pour cette tâche. Ceci dit, rien n'interdit aux délégué-e-s, qui sont également membres individuel-le-s de l'ASSÉ de se prononcer sur les diverses questions mises sur la table, en prenant soin de bien diviser opinion personnelle et devoir de représentant-e.

Il est temps de s'attarder sur la seconde question, qui porte sur le rôle des instances de l'ASSÉ. Tout d'abord, insistons ici sur la nature même de l'ASSÉ, qui en soi n'est rien qu'un amalgame textuel et chiffré se rapportant au syndicalisme étudiant. À notre sens, c'est avant tout un regroupement d'associations locales, qui par nécessité d'imposer un rapport de force à l'État et de créer un moyen de défendre la cause étudiante, se concertent entre elles sur les actions à entreprendre.

Dans cette optique le Comité exécutif ne possède aucun véritable pouvoir – il ne peut d’ailleurs voter en Congrès – et se concentre uniquement sur des questions de logistique (essentielles à la survie d’un mouvement national de cette envergure!). Le principal problème est que les gens qui composent ce comité se retrouvent avec une tâche immense sur les bras. Sans vouloir opter pour un grossissement des rangs de l’exécutif, il serait pertinent de penser à créer des comités pour chaque poste, ou du moins s’assurer qu’il y ait plus d’une personne aux postes-clés que sont l’interne et l’externe, sans amoindrir le travail que font les représentant-e-s des autres postes.

Des Conseils régionaux, il est surtout question d’exemples se rapportant au CRAM, étant donné la nature géographique de notre association. Il s’agit à notre sens d’un élément très pertinent de l’ASSÉ étant donné son caractère à être éminemment porté sur la collusion d’associations, et la facilité avec laquelle il est possible de s’en servir pour rejoindre les éléments militants des environs. Les actions décidées dans les CRAM ont pour principale force que les délégué-e-s peuvent y participer, advenant le cas – comme à l’AÉHUM! – où aucun mandat local n’a été discuté sur la question. Bref, ces instances régionales ont pour objectif réussi d’assurer une viabilité des actions sur des bases plus régulières que les Congrès, et également adaptées aux situations des différentes régions.

Le Congrès, quant à lui, possède, par son importance au niveau de la taille, une difficulté supérieure : celle de la concertation au niveau national. Pour plusieurs facteurs, il arrive que plusieurs associations locales n’aient pas de mandat(s) concernant ce qui est en phase d’être adopté. Le problème est le suivant : avec autant d’associations membres représentant chacune plusieurs centaines d’étudiants et d’étudiantes, voire des milliers, il devient pratiquement impossible d’obtenir l’unanimité, ou même la majorité. La question ici n’est aucunement sur la nécessité d’être unanimes, mais plutôt sur les cas où l’ASSÉ prend des positions avant que plusieurs de ses associations membres ne l’aient faite. En effet, qu’en est-il dans ce cas de la démocratie du bas vers le haut? C’est là qu’intervient bien entendu la question de la souveraineté locale, réglant pratiquement la question. Un bémol nécessaire demeure : qui l’ASSÉ représente-t-elle? Sont-ce ces associations (nécessairement majoritaires en Congrès) qui ont mis de l’avant les mandats et revendications? Ou peut-on ici encore parler de représentativité totale? Selon nous, il n’existe que très peu de solutions pour régler cette situation.

D’abord, la désaffiliation, qui représente l’extrême action de se détacher totalement du discours de l’ASSÉ, dans les cas où une association ne revendique pas les mêmes choses que le syndicat national. Bien que fonctionnelle, la solution de se désaffilier nuit au rapport de force.

D’un autre côté, il y a le fait de n’y rien changer, et d’accepter en tant que membres de l’ASSÉ que cette dernière clame représenter des gens qui, dans les faits, ne possèdent pas la même ligne de revendications. Ce serait là bien entendu un manque flagrant de démocratie, et le fameux principe de souveraineté locale ne le permet pas.

Reste en bout de ligne une solution, qui nous apparaît viable. C’est d’abord et avant tout de mettre l’accent le fait que le Congrès est une instance de coalition nationale entre associations locales, dans un objectif d’obtenir discours et cause commune. Ensuite, c’est de pousser, en tant que délégué-e-s, sur nos associations respectives, pour qu’elles comprennent qu’il est possible, suggéré, et fortement conseillé de mettre de l’avant des idées dans le cadre de ce syndicat qui vise avant tout à représenter

ses membres, et non leur dicter leur conduite. Il faut après tout, leur montrer que les militants et militantes demeurent cohérent-e-s : que les principes de démocratie et d'égalité défendus le soient par des moyens qui soient n'incluent que ces mêmes principes.

Pour conclure sur la question du Congrès – tout en donnant le ton au paragraphe prochain – il importe, dans une nécessité absolue de respect de la sacro-sainte représentativité (le principe de souveraineté locale a ses limites!), que l'ASSÉ demeure la plus démocratique possible dans ses instances, ce qui inclue la transparence des décisions, d'éviter de pousser du haut vers le bas et d'encourager les associations locales à mettre leurs discours et idées de l'avant.

Tout au long du texte la notion de démocratie a suivi un fil conducteur menant à la logique qu'il est maintenant temps d'exposer. Selon nous, l'ASSÉ, ou plutôt le Congrès, est une **démocratie représentative par délégation**.

Démocratie représentative parce qu'elle se doit de représenter de façon égale, les différents discours des associations locales qui en sont membres, par un processus démocratique de la « voix de la majorité », étant donné la difficulté, voire l'impossibilité à obtenir consensus sur toutes les questions. Pour pallier à cette uniformisation des discours en un « discours unique de l'ASSÉ », interviennent la souveraineté locale et le droit à la dissidence, qui assurent aux associations le respect de leurs positions. Dit simplement, l'ASSÉ se doit de respecter les avis divergents et de ne pas pousser ses associations membres à adopter son discours : ce sont les autres associations locales qui ont ce droit, en tant qu'égaux les unes aux autres.

Par délégation, car il faut garder en tête qu'il s'agit de délégué-e-s et non directement de membres. Chaque personne présente en Congrès détient le devoir de respecter l'avis des quelques centaines ou milliers derrière elle.

C'est là-dessus qu'intervient la nécessité de s'en tenir au « *principe une association = un (1) vote* » telle qu'énoncée à la septième page des *Statuts et Règlements de l'ASSÉ*. Donner un caractère de représentation proportionnelle aux Congrès détruit l'idée de démocratie telle qu'énoncée dans le présent paragraphe. En effet, donner un pouvoir décisionnel représentatif selon le nombre de membres est à la fois un manque de respect de la souveraineté locale des associations, et un manquement flagrant aux volontés du Congrès de demeurer démocratique par le fait même. L'idée de concertation s'en trouve remplacée par ce qui s'apparente plutôt à une fédération d'associations membres qui délèguerait leurs affaires politiques à un niveau supérieur : leur syndicat national. Il nous semble que dans le cas où l'ASSÉ se revendiquerait de cette structure, elle y perdrait l'essence même de ce qu'est la démocratie directe. Le seul moyen viable pour qu'elle garde ce principe et prenne possession des affaires politiques locales, c'est par l'annihilation du Congrès et son remplacement par une assemblée générale nationale, ce qui est, concrètement infaisable, à moins d'obtenir gain de cause sur la gare de triage d'Outremont et d'en faire une chambre d'assemblée pouvant contenir plusieurs dizaines de milliers de gens...

Pour conclure cette interminable réflexion (pardon à vos esprits asséchés), nous insisterons sur un point énoncé plus haut, qui en relie plusieurs. Cette nécessité de la cohérence en tant que revendicateurs et revendicatrices d'idéaux. Nous croyons que la première étape pour aller vers un idéal, c'est de le mettre en pratique dès les premiers pas. Si l'ASSÉ se donne des objectifs collectifs

tenant de la démocratie directe, c'est en respectant ce principe, tout au long de ses actions, qu'elle parviendra à faire valoir l'essentiel de son discours, et y obtenir une crédibilité renouvelée. Bien que l'efficacité ne soit pas toujours le propre de la démocratie, il n'en demeure pas moins que l'on ne peut prétendre construire un projet de société en étant seulement qu'une minorité au sein de celle-ci. L'échec de la GGI, les actions de la semaine du 12 novembre, et surtout l'image qu'en a eu la population, font état d'un questionnement pertinent se rapportant justement au thème de l'appel de textes : la démocratie dans le cadre de l'ASSÉ. Bref, la situation actuelle nous pousse à nous questionner justement sur la représentativité au niveau des revendications et du discours. Peut-on revendiquer nationalement un appel à la grève générale illimitée, avant qu'au moins la moitié des associations membres ne se soient consultées localement sur la question? Nous vous laissons, lectrice ou lecteur infatigable, à cette ouverture, et vous souhaitons un excellent Congrès.

L'ASSÉ et la démocratie : Quelques éléments de réflexion

Par Jean-Sébastien Ranger, membre de l'AEMSP-UQAM

N.B. : La réflexion sur la démocratie à l'ASSÉ vient tout juste de commencer à l'AEMSP cette session (notamment lors de la rencontre externe élargie visant à préparer le Congrès). Alors, les commentaires figurant dans ce texte ne reflètent pas des positions officielles de l'AEMSP.

Cet appel de textes concernant la démocratie à l'ASSÉ nous prouve bien que notre organisation nationale est solide et confiante puisqu'elle encourage depuis toujours l'autocritique, ce qui est fondamental lorsqu'on parle de démocratie et de pluralisme des idées. Suite à l'échec de notre campagne de GGI, il est tout à fait normal, voire nécessaire, que nous nous penchions sur les défauts ou les points faibles de notre organisation et que nous les résolvions. Ce texte n'a pas la prétention de faire le tour sur l'aspect démocratique de l'ASSÉ. Nous nous attarderons sur trois éléments clés : le type de démocratie en vigueur à l'ASSÉ, « le mode de scrutin » en Congrès et la pertinence des conseils régionaux (du CRAM dans le cas de cette analyse).

Pour nous, l'ASSÉ est une organisation pratiquant la démocratie participative et la démocratie représentative à la fois. La pratique de la démocratie participative est notamment caractérisée par la présence de comités à l'ASSÉ où tous et toutes les membres de l'ASSÉ peuvent se présenter et y militer et par le Congrès où, en théorie, les volontés des différentes assemblées générales (se réclamant en théorie la démocratie directe mais pratiquant dans les faits la démocratie participative) sont amenées, débattues et influence directement les décisions prises. Par contre, lorsque certaines délégations prennent des initiatives idéologiques, politiques ou stratégiques sans mandats, nous pouvons constater qu'il s'agit davantage de démocratie représentative. Évidemment, il n'est pas toujours facile d'interpréter correctement un mandat et il n'est pas évident de savoir quand voter ou quand s'abstenir. Lorsqu'il y a un doute, les délégué-e-s devraient consulter leurs camarades ou faire part au Congrès de leur inconfort face à une question quelconque.

Les récentes affiliations de petites associations étudiantes universitaires (une de 50 personnes, c'est carrément minuscule) sont venues ramener à l'ordre du jour le pouvoir des associations étudiantes membres en terme de vote. En effet, l'ASSÉ s'est donné comme mode de scrutin une association = un vote, afin de s'assurer que les petites associations étudiantes aient le même poids que leurs consœurs plus populeuses. Contrairement à la FEUQ (qui marche à la proportionnelle, ce qui confère le pouvoir réel dans les mains de quelques associations étudiantes) et à la FECQ (qui a toutefois modifié son mode de scrutin pour la « double proportionnelle »), ce sont les associations et non les individus qui sont membres de l'ASSÉ. Par contre, est-il normal qu'une association de 50 personnes ait le même poids en Congrès qu'une association de 6 000 personnes? Cette situation extrême vient ici remettre en doute quelque peu le bien-fondé de l'égalité totale entre associations étudiantes qui ne sont pas égales en termes de membership.

Ainsi, il serait peut-être judicieux d'envisager de changer ou d'améliorer notre mode de votation. La double proportionnelle pratiquée depuis peu à la FECQ semble être un modèle envisageable. En effet, au lieu qu'il y ait un seul vote, il y en a deux : le premier vote correspond à notre modèle (1 asso = 1 vote) et le deuxième vote est tenu en fonction du nombre de membres de chaque asso (l'AFESH aurait ainsi environ 5 400 votes versus l'AEMSP qui en aurait 721). Cela conduirait donc

à un mode de votation où les petites associations étudiantes sont favorisées par le premier vote et les grandes associations étudiantes par le deuxième vote. S'il n'y a pas concordance entre les deux votes (ce qui signifie qu'il y a désaccord entre des grandes et des petites assos), la proposition tombe. Bien sûr, plusieurs critiques peuvent y être adressées : c'est trop compliqué, c'est trop long, avons-nous réellement besoin de voter deux fois pour une pause?, etc. Mais il nous semble important que nous réfléchissions à cette possibilité, puisqu'elle permet le respect de la souveraineté locale (ce que l'idée d'amalgamer des petites délégations en une seule ne peut pas garantir) et d'offrir davantage d'équité pour les associations étudiantes davantage populeuses.

En ce qui concerne les Conseils régionaux (nous étudierons plus précisément le CRAM), nous croyons que leur rôle est primordial, surtout pour une organisation comme la nôtre qui se réclame de la solidarité entre les différentes luttes sociales. Par contre, cet instrument d'ouverture envers les autres groupes qu'est le CRAM est plutôt mal utilisé : en effet, beaucoup de débats y ont lieu et plusieurs actions sont votées, mais souvent ces dernières restent lettre morte. Il est important que les réunions du CRAM ne soient pas inutiles : elles doivent être mieux préparées par les associations participantes et elles doivent conduire à des actions concrètes. De plus, il semble que les différentes organisations de gauche à Montréal ne se concertent pas assez. En effet, chaque groupe semble vouloir organiser ses propres actions avec ses propres revendications en tenant pour acquis que les autres groupes vont avoir le temps de participer à leurs actions. Il est évident que cette formule ne marche pas : en divisant les luttes, on se fatigue et les actions ne semblent pas massives. Selon nous, le rôle premier du CRAM doit être de participer à l'organisation, avec les autres groupes progressistes, d'une action commune de toute la gauche à Montréal (genre une grosse manif) qui aurait des revendications davantage globales et non seulement sectorielles. Le CRAM devrait également se pencher sur la possibilité d'amorcer des pourparlers avec les autres mouvements sociaux sur le sujet de l'information où pourrait être discutée l'idée de mettre sur pied une presse commune (pourquoi pas hebdomadaire).

Quelques réflexions autour de la démocratie à l'ASSÉ

Par Benoît Lacoursière

J'ai vu il y a déjà quelques semaines l'appel lancé par le Conseil exécutif de l'ASSÉ, mais je l'avais ignoré, me disant qu'il n'appartenait pas à un *old timer* de venir critiquer le fonctionnement interne d'une organisation dont il n'est pas membre. D'ailleurs, il est plutôt rare que je lise les documents préalables aux instances de l'ASSÉ¹. À quelques jours d'un Congrès qui semblera décisif, la curiosité l'a emporté. La déception de ne voir que deux textes de réflexion m'incite ici à écrire ce texte. Je ne veux aucunement juger personne, les deux textes me semblant très pertinents. Conséquemment, c'est plus mon expérience que je désire ici témoigner, celle-ci devant guider la théorie.

Depuis près de cinq années maintenant, je milite ou travaille au sein de groupes populaires. Soyons réalistes, les groupes populaires sont loin d'être des exemples de démocratie directe. L'assemblée générale est bien dite annuelle parce qu'il n'y a en qu'une seule par année. Le pouvoir exécutif est assumé par des salarié-e-s qui disposent par ailleurs d'un ascendant sur les organisations très important. À l'inverse, il se pratique une forme de démocratie participative dans les conseils d'administration et les comités de travail. Quelques fois, la prise en charge du journal est faite totalement par les militant-e-s de l'organisme. Reste que d'une manière profonde, ce sont les membres des CA qui prennent les décisions les plus importantes (ex. : embauche, dépenses importantes, affiliations aux regroupements, positions politiques, etc.). Il en va de même pour les regroupements dont les groupes de bases sont membres. Les regroupements se réunissent quelques fois par année en assemblées générales² ou en Congrès³. Selon le degré de démocratie (et quelques fois la capacité financière), les militant-e-s participent plus ou moins aux regroupements, certaines assemblées étant circonscrites à des salarié-e-s de groupes de base.

Tout ce détour pour dire que si je n'ai pas perdu mes idéaux sur la démocratie, je suis platement retombé sur Terre. Le mouvement étudiant, et dans une certaine mesure le syndicalisme et les coopératives, sont les rares endroits où peut encore se pratiquer une forme plus avancée de démocratie. L'ASSÉ dispose à cet égard d'une avance considérable sur les deux fédérations.

Je me permets de répondre directement aux questions soulevées par l'exécutif. **Appartient-il au Congrès de se pencher sur les détails techniques et logistiques ? Je réponds non.** S'il le fait, c'est peut-être d'un manque de profondeur ou de préparation des discussions qu'il devrait faire sur les orientations stratégiques et politiques. C'est trop facile d'aller considérer les détails pour ne pas s'occuper des orientations. C'est une tâche qui peut facilement être attribuée au Conseil de coordination ou encore à des comités, voir des comités *ad hoc*. Sur les questions de la possibilité de le faire, je réponds plutôt que c'est une question du temps que l'on veut y consacrer. Il me semble que l'on peut avoir une gestion plus utile de deux journées de fin de semaine⁴.

1 Soyez certain-e-s que j'attends avec impatience les procès-verbaux. Merci Valérie de ta rapidité!

2 On dit bien assemblée générale puisqu'il n'y a aucune ambiguïté sur le fait que ce sont les groupes qui sont membres et non les individus.

3 Certains regroupements ont un mélange de ces types de réunion.

4 Je souligne au passage mon étonnement face à la longueur des congrès. C'est quelque chose que de passer sa journée de 9h00 à 23h00 en réunion avec seulement 2h30 de pause. C'est pas tout le monde qui peut le faire, moi le premier, surtout rendu à la deuxième journée.

Le rôle des délégué-e-s? Question compliquée. Il appartient avant tout aux associations locales de définir la marge de manœuvre des délégué-e-s. Je défends pour ma part des mandats précis sur des questions de principe, mais aussi des mandats larges, voire blancs, sur les autres trucs. À quoi sert-il de tenir un Congrès si toutes les associations disposent d'une position ferme. À quoi la discussion peut-elle servir? Le vote pourrait simplement être confirmé par une addition des procès-verbaux. Pourquoi défend-on le principe des assemblées générales plutôt que des référendums? Simplement pour donner une chance égale à tout le monde de pouvoir s'exprimer publiquement, d'échanger puis de prendre une décision éclairée. Du choc des idées jaillit la lumière dit le proverbe. Je rappelle que les *Statuts et règlements* de l'ASSÉ précisent les principes de l'ASSÉ auxquels logiquement une association qui devient membre adhère automatiquement (si tel n'est pas le cas, une révision des statuts s'impose). Lorsqu'une délégation n'a pas de mandat précis, elle peut facilement s'abstenir ou chercher dans les mandats « historiques⁵ » de son association, celui qui lui permet de prendre une position. Sur le rôle des délégué-e-s, je vous conseille le texte de Jean-Marc Piotte sur la démocratie syndicale⁶.

Quel type de démocratie? La nature même de l'ASSÉ rejette d'office la démocratie directe. C'est une réalité locale importante que l'ASSÉ doit valoriser, mais en principe cela ne peut s'appliquer au plan panquébécois. L'ASSÉ est donc une organisation qui pratique une démocratie participative et une démocratie de délégation.

Mes dernières expériences lors de Congrès de l'ASSÉ (ou de la CASSÉE) m'ont un peu déçu. Les derniers procès-verbaux ne me font pas croire à beaucoup de changement. Souvent, j'ai été déçu par le degré très varié de préparation. Le Conseil exécutif et quelques associations sont très préparés et amènent des réflexions et les autres écoutent. S'ensuivent forcément une plénière puis un temps de rédaction puis etc. La préparation est très importante et je me permets ainsi de faire deux suggestions pour améliorer la qualité des délibérations du Congrès liées à la pratique des groupes populaires :

- Que des ateliers soient systématiquement tenus. Les ateliers permettent à un plus grand nombre de gens de pouvoir s'exprimer en plus petits groupes. On peut varier les ateliers sur différents modes (hommes/femmes, collégial/universitaire, etc.), mais il me semble intéressant de prévoir que deux délégué-e-s de la même asso ne peuvent être dans le même atelier lorsque c'est possible. Il me semble que ces ateliers aient été très appréciés lors du Congrès d'orientations de l'automne 2005. En même temps, cela affirme la **prépondérance des délégué-e-s sur l'exécutif**.

- Lorsque possible et si on ne le fait pas déjà, que le conseil exécutif ou un comité constitué à cet effet, puisse faire le tour des assos avant le congrès, du moins avant le congrès annuel. Une autre manière de partager ce qui s'est passé durant la dernière année et de vérifier la compréhension commune des enjeux soumis au Congrès annuel.

Il faudra toutefois considérer que le nombre des congrès est quand même très élevé et que le temps passé à préparer un Congrès, n'est pas un temps consacré à la mobilisation. Il me semble que deux

5 D'où l'importance que chaque association tienne un recueil de ses prises de position.

6 Les classiques des sciences sociales, [en ligne],

http://classiques.uqac.ca/contemporains/piotte_jean_marc/du_combat_au_partenariat_livre/du_combat_au_partenariat.doc, page consultée le 29 novembre 2007.

Congrès par session plus le Congrès annuel sont amplement suffisants pour les besoins de l'organisation. J'ai déjà critiqué le nombre important de Congrès durant la grève de 2005 et surtout à quel point ils étaient plates. Les Congrès doivent aussi être un endroit pour fouetter le moral des troupes, pas déprimer collectivement sur nos erreurs, sur la récupération des fédés ou tutti quanti. À lire les procès-verbaux et trouver plus de propositions dilatoires et privilégiées que de propositions principales et d'amendements me déçoivent.

Et pour terminer, la fameuse question du vote. L'absence de prise de décision conséquente est un symptôme du manque de préparation (et de tout ce que cela implique à tous les autres niveaux – voir plus haut). L'AÉMSP aborde la question du vote doublement proportionnel. Effectivement, il compliquerait les procédures. Mais il souligne encore plus clairement qu'une association, malgré une décision majoritaire, n'est que rarement unanime. Est-ce que réellement, une délégation composée de trois personnes peut mettre 5 400 votes en faveur d'une proposition suite à un mandat d'AG adopté à la majorité simple (ex. : 34 pour, 33 contre, 33 abstentions)? J'exagère un peu, parce que le même débat s'applique aussi pour le cas actuel avec un seul vote⁷. Je ne désavoue pas totalement la double proportionnelle suggérée, mais je suggère plutôt l'exigence d'une majorité absolue de voix pour qu'une proposition principale soit adoptée, reflétant ainsi un plus grand consensus. Pour simplifier l'application des procédures (ex. : question préalable, ajournement, etc.), un vote à main levée des délégué-e-s (et non des délégations) pourrait faciliter les délibérations.

Sur ces commentaires, je ne voudrais surtout pas revendiquer un Sénat des ancien-ne-s, mais simplement apporter mon regard critique. Bon Congrès et bonnes délibérations!

⁷ À cet égard, notez que le Front d'Action Populaire en Réaménagement Urbain (FRAPRU), pratique un système de vote lors de son congrès annuel qui confère à chaque délégué-e une fraction d'un vote. Ainsi, chaque délégué-e d'une délégation de cinq (5) délégué-e-s possède 20 % d'un vote (ou 0,2). Le débat soutenait qu'un groupe peut être divisé, surtout sur une nouvelle proposition, et que les délégué-e-s doivent demeurer libres. Ce système a ses avantages et inconvénients.

Présentation de l'état des résultats au 15 novembre 2007

Par Valérie Soly, Jean-François Filiatrault et le Conseil exécutif

L'état des résultats que nous vous présentons aujourd'hui a pour objectif de faire un bilan mi-annuel des revenus et dépenses depuis le début de l'année financière, le 1^{er} juillet 2007, jusqu'au 15 novembre 2007. Ce bilan ne représente donc pas l'ensemble de la situation réelle puisque la session d'automne n'est pas encore terminée. Nous croyons qu'un tel bilan est très important à l'occasion de ce Congrès puisque ce dernier aura l'occasion de faire le retour sur le plan d'action et de prendre des décisions importantes pour la prochaine session.

Revenus

Les cotisations de la session d'automne 2007 ne sont pas encore toutes reçues. Cela dit, il nous est possible d'affirmer que nos revenus de cotisations seront plus élevés que prévu. Nous avons prévu 111 005 \$ pour l'ensemble de l'année, soit 55 315 \$ par session. Les résultats indiquent que nous avons cumulé 56 860 \$, soit 1 545 \$ de plus.

Pour les instances, le même constat peut être fait, plus particulièrement en ce qui concerne les Congrès, puisque nous tenons aujourd'hui le 4^e Congrès de la session d'automne. Les résultats actuels montrent que nous avons facturé 3 845 \$ pour les 3 Congrès d'automne et 1 165 \$ pour le camp de formation. De ces sommes, 1 147,50 \$ et 360 \$ sont encore à recevoir, respectivement pour les Congrès et le camp de formation.

Pour les autres revenus, nous avons reçu 251 \$ en dons, 2 nouveaux abonnements à l'*Ultimatum* (activités de financement) soit 40 \$ et nous avons recueilli 238,45 \$ pour le fonds des arrêté-e-s.

En somme, les résultats des revenus des cotisations et des instances pour l'automne, lorsque nous aurons reçu toutes les sommes à recevoir, dépasseront les prévisions. De combien? Nous aurons les résultats exacts d'ici le prochain Congrès.

Dépenses

Si les résultats des revenus sont un peu plus élevés que prévu actuellement, les dépenses le sont elles aussi et plusieurs postes budgétaires ont atteint ou dépassé 50 % des prévisions.

Le fonds d'entraide a cumulé 18 % de ses prévisions par le versement d'une aide de 1 000 \$ à l'AEMSP-UQAM telle qu'adoptée au Congrès des 6 et 7 octobre 2007. Les associations étudiantes visées par l'aide qui peut et devrait être apportée par le fonds d'entraide sont d'ailleurs invitées à formuler une demande au présent Congrès ou à celui d'hiver 2008.

Pour le poste budgétaire « Information », les dépenses cumulatives s'élèvent à 69 % pour un total de 11 779,75 \$. Pour l'*Ultimatum et express*, le total des dépenses est de 5 477,05 \$. De cette somme, 470,70 \$ ont été dépensés pour le photocopieur et le papier¹. La différence, 5 006,35 \$, a été dépensée pour l'*Ultimatum* de septembre, tiré d'abord à 15 000 exemplaires, écoulé en moins de 10

¹ Rappelons que les dépenses reliées au photocopieur et au papier sont divisées équitablement dans les postes budgétaires suivants : *Fournitures de bureau*, *Ultimatum et express*, *Matériel d'information*, *Congrès*, *Camps de formation* et *Comités et CoCo*.

jours et réimprimé à 10 000 exemplaires, eux aussi écoulés. Le 2^e numéro de la session d'automne, paru le 8 novembre en vue de la manifestation du 15 novembre et tiré à 15 000 exemplaires, n'a par contre pas été aussi largement distribué que le précédent. Au moment d'écrire ces lignes, plus de 2 500 exemplaires sont toujours au bureau de l'ASSÉ. En ce qui concerne la *Revue Ultimatum 2007-2008*, tirée à 12 000 exemplaires, elle a coûté un peu plus cher que prévu, soit 4 212,73 \$. Notons qu'elle a coûté près de 1 500 \$ de moins que la revue 2006-2007, principalement parce qu'aucune couleur n'a été utilisée pour les pages intérieures.

Pour l'ensemble du matériel d'information produit cette session, les dépenses s'élèvent à 1 804,60 \$, soit 52 % de nos prévisions. De cette somme, 470,69 \$ ont été dépensés pour le photocopieur et le papier. 1 265,92 \$ ont été dépensés pour les affiches grève générale illimitée (tirées à 1 500 exemplaires), le droit à l'éducation en danger (tirées à 2 000 exemplaires), les 4 affiches des revendications (tirées à 800 exemplaires par affiche) et 2 000 feuillets d'information et de slogans pour la manifestation du 15 novembre. Le reste, 67,99 \$, a été dépensé pour la diffusion dudit matériel d'information. Finalement, le poste « Documentations et recherches » a cumulé 29 % des dépenses prévues, soit 285,37 \$.

Le poste budgétaire « Instances » a atteint 67 %, soit 10 435,96 \$. De cette somme, 6 331,22 \$ ont été utilisés pour les 3 Congrès tenus à l'automne, soit : 1^{er} et 2 septembre, 6 et 7 octobre et 20 et 21 octobre. 4 Congrès ont été budgétés pour l'ensemble de l'année ce qui explique que 90 % du budget est dépensé. Les frais de sécurité du dernier Congrès, et évidemment le présent Congrès, ne nous ont toujours pas été facturés et 470,70 \$ ont été dépensés pour le photocopieur et le papier. Le bilan complet sera donc disponible au prochain Congrès. Le camp de formation des 22 et 23 septembre à pour sa part coûté 2 260,68 \$, portant à 60 % le poste budgétaire *Camp de formation* (3 018,65 \$) incluant notre participation au Forum social québécois (270,36 \$) et le sixième des coûts du photocopieur et du papier (470,68 \$). Finalement, 1 086,28 \$ ont été dépensés dans le poste *Comités et Conseil de Coordination*. De cette somme, 470,68 \$ ont été dépensés pour le photocopieur et le papier. Le transport des délégué-e-s des Comités aux instances est aussi compris dans ce poste.

Pour le poste « Mobilisation », dont le budget est de 20 000 \$, 36 % des prévisions ont été dépensées, soit 7 164,63 \$. Ces sommes se répartissent pour les *Tournées et représentations* (6 351,53 \$) ainsi que pour le *Matériel pour les actions* (813,10 \$). Le poste *Tournées et représentations*, qui a atteint 42 % de nos prévisions, comprend les coûts des tournées de mobilisation dans les associations locales et des présences à des réunions d'associations ou de syndicats. Le poste *Matériel pour les actions* a, quant à lui, atteint 27 % de nos prévisions, environ la moitié des dépenses pour la manifestation du 15 novembre dernier y est comptabilisée. Notons que ce poste comprend aussi 2 000 \$ pour le *Fonds de grève* et qu'aucune somme n'a été dépensée. Le Congrès d'hiver sera d'ailleurs appelé à se positionner sur l'utilisation des sommes allouées à ce poste. Pour l'instant, nous pouvons les considérer comme un coussin permettant de renflouer certains postes budgétaires.

Dans le poste budgétaire « Bureau », 32 % des prévisions ont été dépensées, soit 3 368,38 \$ sur un budget de 10 625,00 \$. De ce montant, 2 125,00 \$ ont été dépensés pour payer le loyer des deux locaux de l'ASSÉ à raison de 425,00 \$ par mois. Les *Taxes municipales* ne nous seront chargées qu'une fois, au début de 2008. En ce qui concerne nos assurances, les 45,92 \$ dépensés ont servi à payer la surprime due pour couvrir l'assurance du photocopieur. 1 059,53 \$ furent dépensés pour l'achat des

Fournitures de bureau qui comprennent, entre autres, 1/6 des dépenses du photocopieur, soit 470,71 \$ (et du bon café!). Finalement, 137,88 \$ du poste *Informatique* ont été dépensés pour un graveur DVD, disque dur, fils réseau, câble USB, tout utile pour maintenir et améliorer le réseau informatique qui compte 6 ordinateurs, dont 1 est un prêt temporaire, et la possibilité de connecter 2 à 3 ordinateurs portables.

Les seules dépenses faites dans le poste *Administration* l'ont été pour nos frais de caisses qui ont atteint 53 %, soit 371,20 \$, de nos prévisions. Par ailleurs, nous nous sommes aussi doté-e-s d'un forfait mensuel afin de diminuer nos frais de caisses.

43 % des prévisions du poste « Communication », soit 4 810,57 \$ sur un budget de 11 200,00 \$ ont été dépensés. Les *Télécommunications*, qui comprennent les 3 cellulaires et les 5 pagettes (ces derniers étant entièrement payés pour l'année) de l'exécutif et du Comité à la mobilisation, ont cumulé 50 % de nos prévisions soit 3 757,90 \$ sur 7 000,00 \$. Seulement deux communiqués (4 septembre pour la rentrée universitaire et 9 novembre, à l'occasion du déclenchement de la grève générale illimitée à l'AÉÉA-UL) transmis via CNW Telbec nous ont été facturés au 15 novembre pour un total de 476,88 \$ soit 19 % de nos prévisions. Les dépenses pour la *Poste* ont quant à elles atteint 32 % des sommes allouées, soit 63,29 \$. Finalement, 512,50 \$ ont été dépensés pour l'*Internet* du bureau et l'hébergement de notre site Internet (113,95 \$) ce qui représente 51 % de nos prévisions.

En tout, 13 652,95 \$ sur 34 900,00 \$ ont été déboursés en salaires et retenues. Le contrat de recherches a coûté au total 1 416,62 \$ soit 16,62 \$ de plus que nos prévisions. Des 12 236,33 \$ restants, 10 151,39 \$ ont été versés en salaire à la permanence et 3 501,56 \$ pour les déductions de l'employeur.

Pour les Conseils Régionaux, leurs bilans sont, selon nos informations, les suivants :

Mobilisation des Associations Solidaires du Sud-Est (MASSE)

Prévisions budgétaires 2007-2008

	Prévisions	Bilan	% dépensé
Budget 2007-2008	\$2 000,00	\$45,25	2,26%

Motif des dépenses	Prévu	Dépensé	% dépensé
Transport et représentation (Co-Co, MASSE, etc.)	1 000,00 \$	45,25 \$	4,53%
Matériel			
Actions	500,00 \$	0,00 \$	0,00%
Mobilisation	500,00 \$	0,00 \$	0,00%

Conseil Régional Avant-gardiste de l'ASSÉ des Laurentides, de Lanaudière et de Laval (CRAALLL)

Prévisions budgétaires 2007-2008

	Budget	Dépensé	% dépensé
Budget 2006-2007	\$2 000,00	\$236,93	11,85%

Motif des dépenses	Alloué	Dépensé	% dépensé
Mobilisation (matériel, information, actions)	800,00 \$	0,00 \$	0,00%
Transport et représentation	1 000,00 \$	236,93 \$	23,69%
Divers	200,00 \$	0,00 \$	0,00%

Conseil Régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM)

Prévisions budgétaires 2007-2008

	Prévisions	Bilan	% dépensé
Budget 2007-2008	\$2 000,00	\$20,00	1,00%

Motif des dépenses	Prévu	Bilan	% dépensé
Représentation	200,00 \$	20,00 \$	10,00%
Matériel de mobilisation	500,00 \$	0,00 \$	0,00%
Subventions pour les actions	500,00 \$	0,00 \$	0,00%
Actions et mobilisation	800,00 \$	0,00 \$	0,00%

Finalement, 4785,90 \$ ont été déboursés pour l'impression de 40 000 autocollants *grève générale illimitée*. La dépense est actuellement comptabilisée dans le poste « Projets spéciaux » avec l'intention que les associations contribuent financièrement. Toutefois, nous n'avons pas terminé de recueillir les montants que les associations souhaitent verser. Lorsque cela sera fait, les montants recueillis seront comptabilisés dans les revenus « Activités de financement » dont la somme équivalente sera modifiée en conséquence dans « Projets spéciaux » et la balance, dans le poste « Matériel d'information ». Ainsi, si les contributions s'élevaient à 2 000 \$, il faudrait ajouter 2 785,90 \$ au « Matériel d'information ». Nous estimons, dans tous les cas, qu'il faudra modifier les prévisions de ce poste lors du prochain Congrès.

D'autres dépenses et revenus sont dans la catégorie des « projets spéciaux », bien qu'ils sont seulement visibles dans le tableau du bilan. Il s'agit de l'achat (l'an dernier) et de la revente des DVD *Rétrolucioles 2002-2007*, 200 exemplaires à 3 \$ avaient été achetés et nous avons, jusqu'à aujourd'hui, revendu 100 exemplaires. Viennent ensuite les t-shirts *L'éducation pas la guerre!* produits cette session à raison de 200 t-shirts (100 pour les hommes et 100 pour les femmes) qui ont coûté 2 165,05 \$, soit 10,82 \$ par t-shirt. Revendus à 12 \$ par t-shirt, nous en retirerons un autofinancement de 234,95 \$. Finalement, nous avons décidé d'acheter 250 exemplaires du livre de Benoît Lacoursière, *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*, à 15 \$ par exemplaire, qui seront revendus au même prix. 125 exemplaires seront d'ailleurs disponibles lors du présent Congrès. Ces projets peuvent être qualifiés de dépenses temporaires puisque la revente au prix payé permettra le retour total des sommes investies, sauf pour les t-shirts qui dégageront un petit autofinancement.

Bilan et perspectives

Que pouvons-nous tirer de ce bilan financier? Dans un premier temps, nous pouvons constater que nous prévisions des revenus ont été justes, leur modification au Congrès de septembre dernier ont donc été appropriées, et tout porte à croire que les cotisations seront plus élevées que prévu. Pour les instances, bien que les Congrès furent plus nombreux que ceux prévus dans les prévisions, leur autofinancement est d'un peu plus de 50 %, ce qui représente l'objectif que nous nous donnons chaque année. Nous avons par contre, encore du chemin à faire en ce qui a trait aux dons. Une campagne de demandes de dons auprès des associations ayant participé au plan d'action et des syndicats nous ayant formulé un appui serait avisée et permettrait de poursuivre nos efforts pour atteindre les objectifs que nous visons.

Quant aux dépenses, les postes budgétaires affectés par un dépassement ou qui auront besoin de

nouvelles sommes sont aussi ceux qui prennent la plus large part de nos dépenses : information, instances et communication. D'autres postes pourraient avoir besoin de nouvelles sommes, tout dépendra en fait des orientations que déterminera le Congrès pour la session d'hiver et des besoins pour l'été prochain. Rappelons qu'il est toujours probable que nous ayons à déménager les locaux de l'ASSÉ l'été prochain, ce qui occasionnerait presque inévitablement une augmentation de notre loyer. Notons aussi que les sommes prévues pour le salaire de Valère et les déductions ne prévoient actuellement pas la possibilité de verser des heures supplémentaires, ce qu'il faudra modifier à notre avis considérant le nombre d'heures important effectué par Valérie depuis 4 mois (10 à 15 heures de plus par semaine en moyenne).

Actuellement, nous dégageons un surplus de 3 183,43 \$ portant notre actif à 28 272,22 \$. Ce dernier est constitué des sommes accumulés au fil des années. Il est également ce que l'on nomme le fonds de roulement pour l'été, puisque nous n'avons pas d'entrées durant cette période. Il peut en outre éviter qu'un déficit soit puisé à même le budget annuel, bien que nous cherchions toujours à éviter de tel résultat.

Il n'est pas toujours facile de prévoir avec le plus d'exactitude possible ce que nos décisions expliqueront comme dépenses. Au quotidien, nous avons parfois malheureusement des choix plus coûteux à faire parce que nous devons agir rapidement. Dans d'autres situations, c'est le rapport entre les coûts et le retard qui sont coûteux, plus particulièrement pour le matériel d'information. Il va sans dire que peu sont familiarisé-e-s et intéressé-e-s par les finances et leur suivi, ce qui ne nous permet pas toujours de faire le travail nécessaire pour faire des économies là où c'est possible. Cela dit, nous avons grandement amélioré nos méthodes de travail depuis 2 ans. Il faut poursuivre en ce sens à tous les niveaux de nos finances et accroître nos projets avec les moyens que nous avons, puisque cela est possible.

Tableaux : État des résultats au 15 novembre 2007

Association pour un Solidarité Syndicale Étudiante

État des résultats au 15 novembre 2007

	Cumulatif	%	Prévisions (oct. 2007)
Revenus			
Cotisations	55 315,00 \$	50%	111 005,00 \$
Instances	5 010,00 \$	49%	10 200,00 \$
Congrès	3 845,00 \$	53%	7 200,00 \$
Camps de formation	1 165,00 \$	39%	3 000,00 \$
Spéciales	0,00 \$		
Dons	251,00 \$	13%	2 000,00 \$
Activités de financement	40,00 \$		0,00 \$
Fonds des arrêté-e-s	238,45 \$		0,00 \$
Autres	0,50 \$		0,00 \$
Totaux	60 854,95 \$	49%	123 205,00 \$
Dépenses			
Fonds d'entraide	1 000,00 \$	18%	5 531,50 \$
Information	11 779,75 \$	69%	17 000,00 \$
Ultimatum et express	5 477,05 \$	64%	8 500,00 \$
Revue Ultimatum	4 212,73 \$	105%	4 000,00 \$
Matériel d'information	1 804,60 \$	52%	3 500,00 \$
Traduction	0,00 \$		0,00 \$
Documentations & recherches	285,37 \$	29%	1 000,00 \$
Recherche	0,00 \$		0,00 \$
Instances	10 435,96 \$	67%	15 500,00 \$
Congrès	6 331,22 \$	90%	7 000,00 \$
Camps de formation	3 018,46 \$	60%	5 000,00 \$
Comités et CoCo	1 086,28 \$	31%	3 500,00 \$
Mobilisation	7 164,63 \$	36%	20 000,00 \$
Tournées & représentations	6 351,53 \$	42%	15 000,00 \$
Matériel pour les actions	813,10 \$	27%	3 000,00 \$
Fonds de grève	0,00 \$	0%	2 000,00 \$

	Cumulatif	%	Prévisions (oct. 2007)
Bureau	3 368,38 \$	32%	10 625,00 \$
Loyer	2 125,00 \$	38%	5 600,00 \$
Taxes municipales	0,00 \$	0%	175,00 \$
Assurances	45,97 \$	2%	2 350,00 \$
Fournitures	1 059,53 \$	53%	2 000,00 \$
Informatique	137,88 \$	28%	500,00 \$
Administration	371,20 \$	10%	3 700,00 \$
Honoraire professionnel	0,00 \$	0%	3 000,00 \$
Frais de caisse	371,20 \$	53%	700,00 \$
Frais d'intérêt	0,00 \$		
Communication	4 810,57 \$	43%	11 200,00 \$
Télécommunications	3 757,90 \$	50%	7 500,00 \$
CNW Telbec	476,88 \$	19%	2 500,00 \$
Poste	63,29 \$	32%	200,00 \$
Internet et site	512,50 \$	51%	1 000,00 \$
Comm. Pan-ASSÉ	0,00 \$		
Employé-e-s	13 652,95 \$	39%	34 900,00 \$
Salaire	10 151,39 \$		
DAS – QC	2 301,24 \$		
DAS – CA	1 200,32 \$		
CSST	0,00 \$		
Conseils régionaux	302,18 \$	4%	8 000,00 \$
CRAM	20,00 \$	1%	2 000,00 \$
MASSE	45,25 \$	2%	2 000,00 \$
CRAALLL	236,93 \$	12%	2 000,00 \$
Nouveaux Conseils Régionaux	0,00 \$	0%	2 000,00 \$
Divers	4 785,90 \$		0,00 \$
Subventions	0,00 \$		
Projets spéciaux	4 785,90 \$		
Autres	0,00 \$		
Fonds des arrêté-e-s	0,00 \$		
Totaux	57 671,52 \$	46%	126 456,50 \$
Surplus/(déficit)	3 183,43 \$		(3 626,50 \$)

Association pour un Solidarité Syndicale Étudiante

Au 15 novembre 2007

Bilan

ACTIF			
Encaisse	24 054,39 \$		
Petite caisse	8,00 \$		
Dépôt consigne	1 020,00 \$		
Débiteur cotisations	(427,00) \$		
Débiteur frais Congrès	1 604,50 \$		
Débiteur frais camps de formation	400,00 \$		
Débiteur divers	4 112,33 \$		
D	-		
		30 772,22 \$	
PASSIF			
Emprunt	-		
Créditeur	2 500,00 \$		
DAS - QC	-		
DAS - CA	-		
CSST	-		
AVOIR			
Actif net non affecté	28 272,22 \$		Différence
		30 772,22 \$	-

Association pour un Solidarité Syndicale Étudiante

État de l'évolution des actifs nets (du déficit)

ACTIFS NETS(DÉFICIT)

	2007-2008	2006-2007	2005-2006	2004-2005
Solde au début	25 088,79 \$	22 433,98 \$	7 784,00 \$	35 730,00 \$
Excédent de l'exercice courant	3 183,43 \$	2 654,81 \$	14 649,98 \$	(27 946,00) \$
Investissements en immobilisation	_____	_____	_____	_____
Solde à la fin	<u>28 272,22 \$</u>	<u>25 088,79 \$</u>	<u>22 433,98 \$</u>	<u>7 784,00 \$</u>

Demande au fonds d'entraide

Association requérante : AEMSS-UQO

Nombre de membres : 280

Cotisation étudiante : 5 \$ par membre par session

1- Fonds alloués pour la participation aux instances

Estimation des coûts reliés aux instances de l'ASSÉ pour l'année : Plus de 700 \$

Montant réclamé pour les coûts reliés aux instances : 150 \$

2- Fonds alloués à d'autres fins

Projet : Autobus partant de l'UQO pour la manifestation nationale du 15 novembre dernier

Coûts du projet : 855 \$

Montant demandé : 850 \$

Total de la demande au fonds d'entraide : 1 000 \$

Démissions

Montréal, le 21 novembre 2007

Voici ma démission du poste de Secrétaire aux relations externes de l'ASSÉ.

Je préfère concentrer mes forces au local et dans les actions, être une militante de terrain. Il n'est pas temps de diluer nos positions. Je crois en l'ASSÉ en tant que mouvement social porteur d'un projet de société : la gratuité scolaire.

Salutations militantes,
Marianita,
- désormais sans chapeau

Montréal, le 21 novembre 2007

Bonjour camarades

La présente lettre sera brève. Je démissionne de mon poste sur le Comité à la mobilisation de l'ASSÉ car je désire centrer mon implication dans mon association étudiante locale.

Le Comité à la mobilisation est un tout nouveau Comité à l'ASSÉ et il est d'une importance capitale. Par contre, son rôle doit être revu, dans le but de l'améliorer pour le débureaucratiser et le centrer sur le travail terrain.

En terminant, je serais toujours disponible pour l'ASSÉ, je veux toujours aider à réformer le Comité à la mobilisation pour le rendre le plus productif possible.

Alex Desrochers

Matane, le jeudi 22 novembre 2007

Objet : Lettre de démission

Salut,

Je démissionne du comité à la mobilisation de l'ASSÉ. Je me concentre plutôt sur ma petite association étudiante en pays pittoresque. Il faut dire que la distance n'a pas favorisé ma participation active au comité... comme on dit si souvent :



« Loin des yeux, loin du cœur »

Annie Lamalice

Montréal, le 26 novembre 2007

Bonjour camarades,

Voici ma démission du Comité à la mobilisation de l'ASSÉ. Tout d'abord, si je démissionne de ce Comité ce n'est ni pour retourner au local, ni pour quitter l'ASSÉ, c'est que je me présente au poste de Secrétaire aux relations internes.

Durant la session qui s'achève, j'ai aidé comme je le pouvais à la mise en œuvre du plan d'action de grève. Les efforts que mes collègues du Comité à la mobilisation et moi ont investis furent importants, mais malheureusement parfois limités par la structure du Comité. Je ne m'étendrai pas trop dans la critique de la structure puisqu'elle sera déjà amplement traitée dans le bilan mi-annuel du Comité à la mobilisation. Soulignons seulement l'importance de débureaucratiser le Comité ainsi que l'importance d'une plus grande participation des associations dans l'élaboration des tournées de mobilisation volante. Une chose certaine, j'entends bien participer au débat sur la réforme du comité qui, je l'espère aura lieu à la prochaine session.

Jean-Michel Thériault

Sherbrooke, le 27 novembre 2007

Bonjour camarades,

Je vous envoie ce message pour vous annoncer ma démission du comité formation de l'ASSÉ. J'étais déjà depuis un certain moment en réflexion quant à mon implication sur le comité formation de l'ASSÉ. Ces réflexions venaient autant du fait que je ne suis que très rarement à Montréal (donc au bureau de l'ASSÉ) et que je manque cruellement de temps et de motivation. Je ne lâche pas pour autant l'ASSÉ qui est la seule organisation étudiante minimalement combative et compte continuer à collaborer avec le conseil exécutif et les comités.

Solidairement!

Jaouad Laaroussi

Candidatures

Conseil exécutif

Montréal, le 26 novembre 2007

Bonjour camarades,

Se termine dans quelques semaines une session bien mouvementée qui nous en aura fait voir de toutes les couleurs. Ainsi, tant au niveau de la campagne de grève que lors de la mise sur pied d'un plan B, les occasions de militer n'auront pas manqué. Au moment d'écrire cette lettre, moins de deux semaines avant le Congrès, il m'est à peu près impossible de prédire ce que réserve la prochaine session; campagne de GGI ou de consolidation? Peu m'importe, si je me présente sur le poste de secrétaire aux relations internes, je le fais, non pas en raison d'une orientation particulière du plan d'action que j'aiderais à mettre en branle, mais par désir de supporter les associations dans l'application du syndicalisme de combat. En ce sens, je me présente jusqu'au 31 mai 2008 et je m'engage à rester disponible pour effectuer une transition du tonnerre.

Je me présente comme interne en étant tout à fait conscient des implications tant au niveau de la somme de travail que de l'assiduité nécessaire pour mener à bien mes tâches. En outre, mon implication dans le Comité à la mobilisation de l'ASSÉ depuis juin dernier m'a donné l'occasion de travailler avec les différents outils mis à ma disposition et de développer des relations de travail avec les militants et militantes s'impliquant au national. De plus, j'assume déjà les tâches d'interne depuis la démission de Shanie Morasse qui eut lieu il y a quelques semaines. Ce laps de temps m'a laissé la possibilité d'approfondir mes liens avec les associations membres, liens que j'avais déjà commencé à créer en tant que coordonnateur du Comité à la mobilisation.

Les motivations derrière ma candidature au poste d'interne sont relativement simples : je souhaite une plus grande réappropriation des instances, des structures et du plan d'action par les membres de l'ASSÉ. Je me rappelle, au tout début de la session, d'un article ayant paru dans un journal anglophone, The Mirror. L'article s'intitulait « In the Ivory Tower » (Dans la tour d'ivoire) et tentait de démontrer la déconnexion de l'exécutif de l'ASSÉ de sa base militante. De la merde. Suite à l'échec de la grève, j'ai toutefois repensé à cet article; en tant que Congrès, avons-nous poussé le mouvement plus loin qu'il était prêt à aller? Avons-nous surévalué nos forces? Avons-nous cru que la grève viendrait d'elle-même uniquement parce que notre cause est juste? Nos instances se sont-elles déroulées dans une tour d'ivoire?... Ne pouvant malheureusement pas me complaire dans une vision en noir et blanc de la réalité, je dirais que, bien que je ne remets pas du tout en question la décision de nous engager dans une campagne de GGI pour cet automne, nous n'avons pas mis en place les conditions pour qu'un nombre suffisant de nos membres décident de s'impliquer dans le plan d'action. Il n'y a qu'une solution aux problèmes auxquelles nous faisons face; la poudre magique se nomme mobilisation des campus. À mon sens, le travail médiatique aussi bien que le matériel d'information ne doit que servir la mobilisation des membres de l'ASSÉ. C'est en ce sens que j'entends orienter mes efforts et mon travail.

Notre cause est juste, nous avons raison, soyons-en assuré-e-s et retournons dans les associations convaincre les étudiants et étudiantes.

Jean-Michel Thériault
Membre de l'AEMSP-UQAM

Extrait du procès-verbal du Conseil d'administration de l'AEMSP-UQAM du 22 novembre 2007

1. Que la glorieuse AEMSP appuie Jean-Michel Thériault dans sa quête pour devenir Secrétaire aux relations internes de l'ASSÉ.

Proposée par Olivier Beaulieu

Appuyée par Jean-Sébastien Ranger

Adoptée à l'unanimité

Comité journal

Montréal, le 29 novembre 2007,

À vous militantes zé militants, genses de l'ASSÉ,

Désirant varier mon implication militante dans le mouvement étudiant et ayant été séduit par l'idée de pouvoir y donner un coup de pouce additionnel, je suis là, assis, pour vous présenter sereinement ma lettre de candidature pour une place au creux du comité journal de l'ASSÉ.

Je seconde à ce désir d'original, et des phrases beaucoup trop longues, mon intérêt pour les domaines journalistique et littéraire qui, malgré ma quasi-inexpérience factuelle, viennent, chez moi, toucher de vibrantes fibres existentielles (et plein d'autres gros mots dans ce genre-là). Bref, j'aime *l'idée* de vivre de mots et d'idées fraîches.

Avec joie et gros mots,

Éric "Chacal" Martin, étudiant membre de l'AECSL

Extrait du procès-verbal de la réunion du Comité exécutif du 27 novembre 2007

Que le Comité exécutif de l'AECSL appuie la candidature d'Éric Martin au Comité Journal de l'ASSÉ.

Proposée par : Interne

Appuyée par : Information

Adoptée à l'unanimité

Comité formation

Sherbrooke, le 29 novembre 2007

Salutations camarades,

Nous avons vu, lors du dernier mois, plusieurs démissions au sein du conseil exécutif de l'ASSÉ, de plus il y restera possiblement plusieurs postes vacants. Ensuite, avec la démission du seul membre du comité formation, ce comité se retrouverait vide. Je considère que pour mener une campagne de mobilisation forte en vue d'une campagne de grève, nous devons nous assurer de fournir un argumentaire et une formation solide aux militants et militantes. Les camps de formations y trouvent donc toute leur importance. Par contre, le conseil exécutif se retrouve déjà débordé de tâches en temps normal. Maintenant, en temps de grève, les tâches sont évidemment d'autant plus nombreuses : ce n'est pas le bon moment pour laisser nos rangs vides.

Je me propose donc d'apporter mon support au conseil exécutif de l'ASSÉ en proposant ma candidature pour le comité formation.

Pascal Chabot

Membre du conseil exécutif de l'Association Étudiante du Cégep de Sherbrooke

Extrait du procès-verbal du Conseil exécutif de l'AÉCS du 29 novembre 2007 :

Jaouad Laaroussi propose d'appuyer la candidature de Pascal Chabot au comité formation

Jean-Gabriel Lauzier appuie

Adoptée à l'unanimité

Propositions

Procédures

1. Le Conseil exécutif propose au Congrès Raphaël Turbide et François Baillargeon à l'animation, Valérie Soly au secrétariat.
2. Le Conseil exécutif propose au Congrès l'ordre du jour à la page 3.

Démocratie à l'ASSÉ

1. Le Conseil exécutif propose au Congrès que soient allouées 5 minutes par association ou auteur-e à la présentation des textes suivant l'appel de textes sur la démocratie à l'ASSÉ. Que l'on tienne ensuite une plénière de 30 minutes suite aux présentations des textes.
2. Considérant que le Comité à la recherche et aux affaires académiques devait travailler en collaboration avec Alexandre Leduc, mais que ce fut impossible de trouver un moment libre commun;
Considérant qu'un plan est prêt, mais que l'écriture d'un texte construit demandera plus de consultation et de temps;
Le Conseil exécutif propose au Congrès que le mandat concernant le poids démocratique des associations étudiantes à l'ASSÉ soit relégué au Congrès d'hiver.

Femmes

1. Considérant que nous n'avons plus d'autocollants « Sale pub sexiste »;
Considérant que plusieurs associations membres et non-membres ont témoigné leur intérêt face au nouveau collant « antisexiste »;
Considérant les finances précaires de l'ASSÉ qui ne peut payer la totalité d'un nouvel autocollant « femmes »
Le Comité femmes propose au Congrès que les associations désirant recevoir les nouveaux autocollants décident du montant qu'elles veulent contribuer pour le tirage.
2. Considérant que les administrations des cégeps et des universités détiennent cette information;
Considérant que la Commission d'accès à l'information refuse de nous fournir ces données, sous prétexte que ces chiffres divulguent des informations sur la vie privée des individus;
Considérant le manque d'information sur le nombre de parents aux études dans les institutions post-secondaires;
Le Comité femmes propose au Congrès que chaque association se renseigne sur le nombre de parents aux études ayant fait la demande de prêts et bourses selon le nombre d'enfants à charge, et ce, dans chaque institution post-secondaire.

Revendications

1. Considérant la nécessité d'avoir des recherches détaillées pour informer la population sur les enjeux étudiants;
Considérant que cet aspect a été négligé au cours des dernières campagnes;
Considérant l'enjeu politique de la chose;

Le Conseil exécutif propose au Congrès que les associations membres soient invitées à entamer une réflexion quant aux lacunes de recherches à l'ASSÉ;

Qu'afin de remédier à ces lacunes, des priorités de recherches soient adoptées au Congrès d'hiver.

2. Considérant que les revendications de l'ASSÉ en matière de qualité et de ressources et services en éducation cadrent parfaitement avec la nature même de cette coalition;

Considérant l'importance de sortir du cadre post-secondaire pour dénoncer les lacunes du système d'éducation aux niveaux primaires et secondaires;

Considérant qu'en s'opposant à la réforme on s'oppose aussi à des mesures gouvernementales qui favorisent la formation des élèves au détriment de leur éducation;

Que l'ASSÉ appuie la coalition Stoppons la réforme.

Plan d'action

1. Le Conseil exécutif propose au Congrès que le Conseil exécutif, les Comités, les Conseils Régionaux et les associations étudiantes fassent un bref bilan d'un maximum de 5 minutes traitant de :

- La campagne de grève générale illimitée de la rentrée jusqu'à la décision de réorienter le plan d'action et la réorientation du plan d'action dans une perspective nationale, incluant notamment la mobilisation sur le terrain, l'organisation, l'argumentaire et le discours, le matériel d'information, etc.

- Les instances de l'ASSÉ : Congrès, Conseil de Coordination, Comités et Conseils Régionaux.

Que les bilans aient pour but d'ouvrir les discussions sur le plan d'action à mettre en oeuvre pour l'hiver 2008.

2. Le Conseil exécutif propose au Congrès :

Considérant que le plan d'action de la Coalition-cégeps et basé sur « 40 ans, 40 % » et qu'elle ne semble pas réorienter celui-ci contre le dégel des frais de scolarité,

Considérant les priorités actuelles de mobilisation;

Considérant que le calendrier ne nous permet pas de participer régulièrement et de manière assidue aux réunions de la Coalition-cégeps;

Considérant que la Coalition-cégeps n'est pas rendue au même niveau que l'ASSÉ en terme d'escalade des moyens de pression;

Que l'ASSÉ cesse de participer à la Coalition-cégeps.

Que l'ASSÉ appuie tout de même cette coalition et ses revendications.

3. Le Comité femmes propose au Congrès qu'une fin de semaine de formations femmes soit organisée au début de la session d'hiver 2008. Qu'au moins une de ces journées soit non-mixte et que le reste des modalités soient décidées avec les collaboratrices et collaborateurs.

4. Le Conseil exécutif propose au Congrès que le plan d'action national, advenant que le Congrès se positionne pour la mise de l'avant d'une campagne de GGI à la session d'hiver, soit le suivant :

- 7 janvier : Rentrée universitaire, plan de valorisation et de mobilisation.

- 17 janvier : Action de perturbation économique au national.

- 21 janvier au 1^{er} février : Rentrée des cégeps, plan de valorisation et de mobilisation.

- 2 et 3 février : Camp de formation

- 4 au 15 février : Semaines de perturbation politique.

- 16 et 17 février : Congrès d'hiver

- 19 ou 20 février : Déclenchement de la grève
- 21 février : Manif nationale de déclenchement à Montréal ou à Québec
- 8 mars : Action féministe [Adoptée au Congrès annuel, 28-29 avril 2007]
- 15 mars : Manif contre la brutalité policière [Adoptée au Congrès annuel, 28-29 avril 2007]
- 26 et 27 avril : Congrès annuel
- 1^{er} mai : Contingent précaire de la manifestation pour la journée des travailleurs et travailleuses. [Adopté au Congrès annuel, 28-29 avril 2007]

5. Le Conseil exécutif propose au Congrès que le plan d'action national, advenant que le Congrès ne se positionne pas en faveur d'une campagne de GGI à la session d'hiver, soit le suivant :

- 7 janvier : Rentrée universitaire, plan de valorisation et de mobilisation.
- 21 janvier au 1^{er} février : Rentrée des cégeps, plan de valorisation et de mobilisation.
- 2 et 3 février : Camp de formation
- 11 au 22 février : Semaines de perturbation politique.
- 16 et 17 février : Congrès d'hiver
- 8 mars : Action féministe [Adoptée au Congrès annuel, 28-29 avril 2007]
- 15 mars : Manif contre la brutalité policière [Adoptée au Congrès annuel, 28-29 avril 2007]
- 5 et 6 avril : États généraux sur l'éducation
- 26 et 27 avril : Congrès annuel
- 1^{er} mai : Contingent précaire de la manifestation pour la journée des travailleurs et travailleuses. [Adopté au Congrès annuel, 28-29 avril 2007]

6. L'AGECD propose au Congrès que l'ASSÉ relance sa campagne de grève générale illimitée pour la session d'hiver 2008.

7. L'AGECD propose au Congrès que l'ASSÉ adopte l'un des planchers de déclenchement de la grève suivants :

- 7 associations étudiantes et 20 000 membres
 - 6 associations étudiantes et 15 000 membres
 - 5 associations étudiantes et 10 000 membres
 - 2 associations étudiantes et 5 000 membres
- partageant la plateforme de l'ASSÉ.

8. Considérant le manque d'information généralisé concernant le dégel et ses conséquences sur l'accessibilité à l'éducation;

Considérant la possibilité qu'une telle orientation soit favorable à la construction d'un mouvement de masse plus large et combatif;

L'AECSL propose au Congrès que dans le cadre de la campagne *Pour un réinvestissement pas n'importe comment!* le discours de l'ASSÉ s'oriente davantage vers l'opposition au dégel que vers la promotion de la gratuité scolaire tant dans le matériel d'information que devant les médias.

9. L'AECSL propose au Congrès que l'ASSÉ relance sa campagne de grève générale illimitée pour la session hiver 2008. Compte tenu de la disparité dans les situations locales :

Que les associations étudiantes qui se sentent assez fortes pour mener à bien une deuxième campagne de grève générale illimitée soient invitées à lancer cette campagne;

Que les associations qui connaissent des difficultés internes ou de mobilisation participent à un plan d'action complémentaire à la campagne de grève, et se joignent à ce dernier si ce dernier se déclenche.

10. L'AECSL propose au Congrès que les associations membres de l'ASSÉ invitent leurs membres à remplir la salle de procès dans laquelle se trouvent des accusé-e-s des actions de la semaine du 12 novembre 2007 et qu'une manifestation d'appui ait lieu à l'extérieur du Palais de Justice le 14 février 2008.

Traitement des avis de motion

1. Le Comité femmes dépose l'avis de motion suivant :¹

D'ajouter à la fin de l'Article 60 b) Droits de parole, du Nouveau code des règles de procédures : Les comités de mobilisation locaux, s'ils sont dûment mandatés, ont un tour de parole sur le même pied d'égalité que les délégations non-membres. De façon exceptionnelle, le Comité femmes et le Conseil de Coordination ont un tour de parole sur le même pied d'égalité que les associations membres sur l'ensemble des propositions qu'ils proposent.

2. Considérant la nécessité de construire un mouvement étudiant combatif, large et uni;

Que l'ASSÉ accepte dans sa coalition toutes les associations ayant des mandats contre le dégel et visant une réduction significative des frais de scolarité.²

1 Avis de motion déposé le 9 novembre 2007.

2 Avis de motion déposé au Congrès des 20 et 21 octobre 2007.